

Dossier DHKP-C

sur la gauche prolétarienne et révolutionnaire en Turquie

- DHKP-C – brève présentation historique
- DHKP-C Pour l'instauration du pouvoir populaire
- DHKP-C – Principes pour la lutte politique et la lutte armée contre l'impérialisme
- Interview de SUPERNOVA avec le camarades turcs de New Solution (2024)
- Lettre de Harika Kizilkaya au parti (DHKC)



SECOURS **ABATTRE LE CAPITALISME**
CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ **##** **ROUGE**
secoursrougemarseille13@proton.me

DHKP-C – brève présentation historique

Le mouvement communiste incarné par le Parti révolutionnaire de libération du peuple (DHKP) et son Front (DHKC), se bat depuis 35 ans pour la libération sociale des peuples turc, kurde, arabe, laze, circassien, bosniaque, géorgien, abkhaze, grec, rom, arménien, syro-chaldéen, assyrien etc. qui cohabitent en Turquie. Le DHKP/C est un mouvement populaire, fruit d'un long processus politico-militaire interrompu par deux coups d'états fascistes (en 1971 et en 1980). Le mouvement apparaît en 1970 sous le nom de THKP/C (Parti-Front révolutionnaire de libération de la Turquie) et en 1978, refait surface sous l'appellation « Devrimci Sol » (Gauche révolutionnaire).

Les circonstances de la naissance du THKP/C

A partir de 1946, l'impérialisme US opère une reconquête néo-coloniale de la Turquie dans le cadre de la doctrine Truman et du Plan Marshall, à travers les relations qu'il développe avec la nouvelle bourgeoisie turque. Etant encore embryonnaire et donc incapable d'imposer son pouvoir politique, cette bourgeoisie s'allie aux seigneurs fonciers, aux commerçants et aux usuriers pour former une oligarchie.

Le 27 mai 1960, des officiers anti-impérialistes fidèles aux principes de Kemal Atatürk, le fondateur nationaliste de la république de Turquie, mènent un coup d'état, appuyée par la classe ouvrière, les étudiants, les intellectuels et l'opposition démocratique, exécutent les dirigeants du parti pro-yankee, le DP, et font voter en 1961 une nouvelle Constitution, qui est de loin la plus démocratique que la Turquie ait connue. Les droits politiques et syndicaux sont désormais respectés, les banques et les grandes entreprises sont nationalisées, l'autonomie est accordée aux universités, la censure est abolie. Conséquence : une quantité incalculable d'ouvrages marxistes sont traduits, ce qui contribue à l'éducation politique de la classe ouvrière et de la jeunesse et à l'émergence d'une nouvelle génération révolutionnaire. En 1961, le Parti ouvrier de Turquie (TIP) voit le jour. En 1965, ce parti fonde dans les universités la Fédération des clubs de réflexion (FKF). L'un des dirigeants de la fédération, Mahir Cayan, futur dirigeant du THKP/C, travaille à la radicalisation de la lutte populaire et à la fusion entre la classe ouvrière et les étudiants.

En juillet 1968, lorsque la 6e flotte nord-américaine accoste sur les rives d'Istanbul, les jeunes révolutionnaires jettent les Marines par dessus bord. Entre-temps, les services secrets excitent les organisations fascistes contre les mobilisations anti-impérialistes. Ces provocations aboutissent le 16 février 1969 au « dimanche sanglant » où deux ouvriers sont assassinés par les fascistes.

Le 6 juillet 1969, le recteur de l'université technique du Moyen Orient (ODTÜ) à Ankara reçoit l'ambassadeur des Etats-Unis, Robert Commer, un agent de la CIA surnommé le « boucher du Vietnam ». Plusieurs milliers d'étudiants en colère avec à leur tête Mahir Cayan renversent et incendient la voiture de Commer. Cette action donne des ailes au mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste.

En octobre 1969, la jeunesse se distance de la direction réformiste du TIP et convertit la FKF en une nouvelle organisation qui va entrer dans la légende : Devrimci Gençlik, les Jeunes révolutionnaires, surnommées « DEV-GENC »

En décembre 1970, les dirigeants de Dev Genç fondent un parti clandestin de type marxiste-léniniste, le THKP et un front populaire, le THKC qui prônent la lutte armée contre l'occupation néo-coloniale du pays.

Cependant, le THKP/C est pris de court : le 12 mars 1971, une junte fasciste s'empare du pouvoir avec l'aide de la CIA. Une véritable chasse à l'homme est engagée mais le THKP/C poursuit sa lutte.

Le 30 mars 1972, les dirigeants du THKP/C dont Mahir Cayan sont encerclés par l'armée dans le village de Kizildere situé dans les régions de la Mer Noire. Les dix combattants révolutionnaires encerclés refusent la reddition et résistent jusqu'à leur dernière cartouche. Ils meurent en héros. Leur résistance marquera profondément les peuples de Turquie. Au point que Mahir Cayan est aujourd'hui considéré comme le Che Guevara turc.

La naissance de Devrimci Sol

Après la défaite de Kizildere et dès 1973, le flambeau de la lutte est repris par des jeunes révolutionnaires très actifs mais inexpérimentés qui se proclament « Frontistes ».

Parallèlement au développement de la lutte sociale, l'oligarchie soutient des milices fascistes, les « Loups Gris » qui vont briser les grèves, assassiner les étudiants et les professeurs et mener des pogroms contre les minorités nationales (arméniens, grecs, kurdes) et religieuses (alevi, chrétiens). Entre 1974 et 1980, le terrorisme fasciste appuyé par l'Etat turc et Washington au nom de la lutte contre le communisme, coûte la vie à plus de 5000 personnes. En 1976, les « Frontistes » recréent l'organisation légendaire des jeunes révolutionnaires Dev Genç. Les cadres de Dev Genç créent le 20 décembre 1978 dans le feu de la lutte anti-fasciste, une nouvelle organisation politico-militaire : Devrimci Sol, c'est-à-dire la Gauche révolutionnaire.

Devrimci Sol va littéralement ébranler le pouvoir de l'oligarchie en dirigeant de grandes grèves ouvrières, en libérant plusieurs quartiers des sièges fascistes et de l'autorité policière, en punissant les tortionnaires et les fascistes, en expropriant les terrains appartenant à l'Etat et au secteur privé qui se trouvent en périphérie des villes pour y construire des habitations pour les pauvres, en détournant des camions appartenant aux entreprises monopolistes pour redistribuer leur chargement de nourriture dans les quartiers prolétariens, en développant la guérilla rurale, surtout dans la région de la Mer Noire et dans le Kurdistan. Le 12 septembre 1980, l'oligarchie, prise de panique, fait une nouvelle fois appel aux généraux fascistes formés à l'Ecole des Amériques. Le pays sombre dans une ère apocalyptique : les chars défilent dans la rue, l'armée organise des rafles dans chaque quartier, les prisons sont pleines à craquer, tous les bâtiments de l'Etat (écoles, stades et salles de sport) sont transformés en camps de concentration, les salles de torture tournent à plein gaz. Des centaines de personnes sont abattues en pleine rue. On ferme les bureaux de parti et les syndicats. On interdit les grèves. On persécute les journalistes et on brûle les livres.

Les dirigeants de Devrimci Sol sont tous soit arrêtés, soit exécutés. En raison de l'ampleur des rafles et de l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire, le front du combat entre l'oligarchie et l'avant-garde du peuple, se déplace vers les prisons.

Après avoir essayé toutes les options militaires, l'oligarchie conclut que la captivité et l'élimination physique ne suffisent pas à écraser les révolutionnaires. En 1984, la junte fasciste adopte un programme de réhabilitation élaboré par la CIA et destiné à dépersonnaliser les détenus révolutionnaires en vue de les faire capituler : le port obligatoire de l'uniforme. Les détenus de Devrimci Sol déclenchent alors une grève de la faim au finish appelée « jeûne de la mort ».

Après 75 jours de jeûne, quatre prisonniers perdent la vie. Mais au bout de cette résistance, le programme est finalement retiré. Cette résistance mémorable marque la première victoire du mouvement révolutionnaire sur la junte fasciste.

De 1985 à 1990, Devrimci Sol décrète le repli tactique. Pendant ce temps, les prisonniers de Devrimci Sol comparaissent dans les tribunaux militaires dans le cadre de procès de masse. Au cours de ces audiences, le leader de Devrimci Sol Dursun Karatas, convertit le banc des accusés en tribune d'accusation. Il lit publiquement une liste des « ennemis du peuple » qui sont déclarés « cibles de la justice populaire ».

Après plusieurs évasions de dirigeants révolutionnaires et la réactivation de la lutte sociale, en mars 1990, Devrimci Sol lance « l'offensive ». Chaque cadre politique devient un dirigeant militaire. Le mouvement révolutionnaire est de toutes les luttes, légales et illégales. Il a désormais le vent en poupe.

Devrimci Sol traque les membres de la junte, les tortionnaires et les agents de l'impérialisme. En 1991, plusieurs officiers yankees sont ainsi éliminés en représailles à la guerre contre l'Irak.

Cette phase offensive nécessite un grand sacrifice et plusieurs dirigeants de Devrimci Sol sont exécutés en 1991 et 1992 mais le mouvement parvient à panser ses plaies et à se restructurer.

Le rêve de révolution continue avec le DHKP/C

Le 30 mars 1994, les cadres de Devrimci Sol refondent le Parti (DHKP) et le Front (DHKC) : le Parti, marxiste-léniniste et clandestin, assure le leadership politique tandis que le DHKC, c'est-à-dire le front populaire, organise la lutte des masses sur une base anti-impérialiste et anti-fasciste.

Le DHKC est implanté dans les usines, les ateliers, les villages, les quartiers populaires, les syndicats, les universités, les lycées, les associations professionnelles, le milieu des juristes, le monde de la culture, l'immigration turque et kurde en Europe... Le Front compte aujourd'hui également près de 400 prisonniers. Ces dix dernières années, plus de 9.000 personnes ont été condamnées pour appartenance ou soutien au DHKP/C.

Le DHKP/C se distingue par sa fidélité absolue à ses principes, par sa combativité, son irréductibilité, son esprit de sacrifice et de camaraderie, son amour pour la vie et pour l'humanité, son internationalisme, son refus total du statu quo et du dogmatisme.

Les combattants armés qui font également partie du Front sont organisés dans des "Unités de propagande armées" (SPB) elles-mêmes appuyées par la milice. Les SPB sont actives tant dans les villes que dans les montagnes.

En 35 ans, près de 850 héros du DHKP/C sont tombés dans le combat pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme. Le DHKP/C inspire une telle crainte pour l'impérialisme que le mouvement figure depuis plusieurs années dans la liste des organisations terroristes du Département d'Etat américain, sous toutes ses appellations. En février 2002, l'ex-chef de la CIA, Georges Tenet propose même au Congrès américain, de combattre le DHKP/C « pour le détruire ». Le même sort est réservé à trois organisations palestiniennes et aux FARC de Colombie.

Après les attentats du 11 septembre, l'impérialisme US déclare d'une part la guerre militaire, économique, politique, culturelle et psychologique aux peuples ; d'autre part, intensifie ses pressions contre ses alliés. Et finalement, l'administration Bush convainc l'Union européenne d'adopter sa « liste noire » des organisations « terroristes ».

Ainsi, depuis le 2 mai 2002, le DHKP/C figure également dans la liste des organisations « terroristes » de l'Union européenne.

Le jeûne de la mort, une résistance pour la justice, la dignité et le socialisme

Si le mouvement révolutionnaire de Turquie est internationalement connu, c'est surtout par sa résistance contre l'isolement carcéral. Le 20 octobre 2000, les détenus révolutionnaires entament une grève de la faim contre leur transfert vers de nouvelles prisons de haute sécurité appelées « prisons de type F ». Ces prisons sont des centres de torture modernes importés des Etats-Unis et de l'Union européenne dans le but de détruire la collectivité des prisonniers. Le 19 décembre 2000, l'armée gouvernementale prend d'assaut les 20 prisons-dortoirs où les grévistes de la faim sont retranchés, assassinant 28 détenus et en blessant près d'un millier. Les détenus qui survivent à l'attaque sont déportés vers les prisons de type F. Aujourd'hui, voici cinq ans que les prisonniers du DHKP/C observent un jeûne de la mort qui a déjà coûté la vie à 120 d'entre eux. Malgré cette hécatombe et une censure assourdissante, le collectif des prisonniers révolutionnaires résiste toujours, avec un enthousiasme victorieux et un moral d'acier.

DHKP/C 2014



DHKP/C

Devrimci Halk Kurtulus Cephesi (Front Révolutionnaire de Libération du Peuple)

Pour l'instauration du pouvoir populaire

« Nous nous battons pour la libération de nos peuples, des nations turque, kurde, et de toutes les autres nations, pour la justice, l'égalité, la dignité dans la vie. »

JUIN 1997

LE BUT SUPRÊME DE NOTRE PARTI

Notre parti a adopté la théorie du monde marxiste-léniniste et lutte dans ce sens. L'objet suprême du DHKP (Parti Révolutionnaire Populaire de Libération), est la création d'une société sans classes, sans exploitation.

Pour le présent, notre objectif intermédiaire est d'instaurer le Pouvoir Populaire Révolutionnaire, le pouvoir de toutes les forces populaires, contre l'impérialisme et l'oligarchie.

LE CARACTÈRE DE NOTRE RÉVOLUTION

Notre révolution a un caractère anti-oligarchique et anti-impérialiste. Il résulte de l'analyse des conditions économiques, sociales et politiques dans notre pays. Le système politique au pouvoir n'est pas féodal, mais «capitaliste». Un système capitaliste, toutefois, qui ne s'est pas développé par sa propre dynamique, comme aux États-Unis, au Japon et en Europe, mais qui s'est formé et développé conséquemment à l'impérialisme, et par le biais de la dépendance. C'est pour cette raison que notre pays a été touché de manière intolérable par la crise impérialiste, comme, l'a été, par ailleurs, chaque pays néo-colonisé.

La classe dominante de notre pays, la bourgeoisie monopoliste, a été le principal allié de l'impérialisme. Les collaborateurs de l'impérialisme sont ceux qui dès le départ se sont identifiés à lui, ceux qui soutiennent les monopoles et la bourgeoisie.

Pour assurer la continuité du système exploiteur, au niveau politique, économique et idéologique, la bourgeoisie monopoliste, est obligée de collaborer avec des « éléments pro-capitalistes » (propriétaires fonciers, affairistes et marchands).

Les classes opprimées par ce système exploiteur à outrance, sont en premier lieu la classe ouvrière, puis les paysans pauvres, et la petite-bourgeoisie de la campagne et de la ville.

Les forces politiques et sociales qui empêchent le développement des forces productives, sont l'oligarchie et l'impérialisme. Ce bref résumé explique le type et en montre le caractère de notre révolution.

LE SENTIER DE LA LIBERTÉ

Notre pays, où règne un capitalisme dégénéré, dépendant économiquement et politiquement de l'impérialisme est gouverné par un régime fasciste, qui a, depuis toujours, réprimé les luttes des masses pour la justice et l'égalité des droits, en les noyant dans le sang. Les organisations et partis politiques qui existent et fonctionnent dans ce système, ont été créés par celui-ci pour le renforcer, et étouffer toute politisation des luttes populaires, susceptibles de le contester.

Ce système essaie d'éliminer toute forme d'opposition à l'exploitation sauvage de l'oligarchie et de l'impérialisme de la part des masses, et si nécessaire en recourant à des massacres massifs.

L'hégémonie économique et politique de l'impérialisme dans notre pays s'étend à tous les niveaux. Il contrôle et dirige le régime collaborateur.

Dans notre pays, soumis à l'impérialisme et gouverné par le fascisme, il n'est pas possible de changer la forme de gouvernement par des procédés électoraux. C'est pourquoi, notre parti pense que la seule manière de renverser le pouvoir fasciste, contrôlé et dirigé, par l'impérialisme et l'oligarchie, est la lutte populaire armée.

La lutte armée du peuple, sous la direction du Parti Révolutionnaire Populaire de Libération – Front (DHKP/C), s'étendra dans les régions urbaines et à la campagne, où la propagande armée l'aura, déjà, précédé.

Celle-ci se renforcera et se développera en guérilla, créant en parallèle une armée partisane. Conjointement au mouvement populaire grandissant, qui organisera des soulèvements populaires locaux, une armée populaire sera créée, qui détruira l'État oligarchique et instaurera le pouvoir populaire révolutionnaire.

Notre parti prévoit en première phase de cette guerre populaire, une guerre de guérilla d'avant-garde, s'appuyant sur la propagande armée.

La lutte armée est la principale, mais pas la seule méthode de poursuivre la guerre populaire. Cette lutte est conduite selon les principes de la Stratégie de la Lutte Armée Politisée (PASS), qui correspond aux conditions de notre pays.

La base de la lutte révolutionnaire est la guérilla urbaine et rurale. Parallèlement à la guérilla, les droits et les libertés populaires deviennent des objets de lutte et de revendication à court terme.

Toute forme de déviation ou de dégénérescence de la révolution sera combattue au niveau idéologique. Tandis que le parti se bat quotidiennement pour les droits économiques et démocratiques du peuple, il déclare en même temps que la libération finale ne peut être atteinte ainsi et souligne son intention de conquérir le pouvoir.

La méthode de revendication, économique et démocratique, est subordonnée au combat armé qui renforce la lutte populaire.

Le but de la guerre populaire est la destruction du pouvoir économique et politique de l'impérialisme, de l'oligarchie et de l'État fasciste, et l'instauration du pouvoir populaire révolutionnaire.

Le pouvoir populaire révolutionnaire est le pouvoir révolutionnaire de toutes les classes et les couches populaires, à l'exception de l'oligarchie et de l'impérialisme.

LES CLASSES SOCIALES ET LES COUCHES POPULAIRES

Dans la lutte pour l'instauration du pouvoir populaire révolutionnaire, notre parti s'appuie principalement sur les forces suivantes : En premier lieu sur la classe ouvrière, puis sur les agriculteurs extrêmement pauvres, les petits producteurs des villes et de la campagne, les petits commerçants, fonctionnaires, artisans, étudiants, intellectuels et sur tous ceux qui n'ont pas perdu le sens des valeurs nationales, ceux qui désirent l'indépendance de notre pays et la liberté de notre peuple, et sur tous ceux qui sont opposés à l'exploitation et à l'oppression.

LES FORCES À L'ÉTRANGER, SOLIDAIRES DE NOTRE RÉVOLUTION

Notre révolution affectera directement la région du Moyen-Orient, les Balkans et les pays asiatiques proches. C'est pour cela que les amis et les alliés de notre révolution sont, pour la plupart, des prolétaires de ces pays. Mais aussi dans d'autres pays du monde apparaissent des nouveaux amis et alliés, issus des nouvelles dynamiques socialistes : prolétariat, opinion révolutionnaire et démocratique, mouvements sociaux et de libération, après la chute du révisionnisme dans certains pays.

LES ENNEMIS DU PEUPLE DANS CE COMBAT

En premier lieu l'impérialisme des États-Unis d'Amérique et toutes les autres forces impérialistes, et leurs bases militaires, économiques et politiques, leurs représentations et les centres de leurs services secrets, installés sous la couverture d'aide entre les États.

Ceux qui soutiennent les monopoles et les grands entrepreneurs, les spéculateurs, les grands propriétaires fonciers et leur forces armées privées. Les organes de répression de l'État, l'armée, la police, les services secrets, la contre-guérilla et les villageois-mercenaires à la solde de l'État.

Tous les partis politiques qui ont occupé une place dans les structures de l'oligarchie et qui soutiennent le régime : qu'ils soient des fascistes ou qu'ils cherchent à s'opposer à la lutte pour le pouvoir populaire révolutionnaire.

Toutes les institutions d'État et privées qui soutiennent l'impérialisme et l'oligarchie et qui sont utilisées comme moyens pour contrer la lutte révolutionnaire.

Tous les agents, traîtres, informateurs et provocateurs, et leurs organisations qui aident le régime à s'opposer à la lutte révolutionnaire.

Alors que le Parti Révolutionnaire Populaire de Libération (DHKP) se bat contre ces ennemis du peuple, il s'efforce d'attirer dans ses rangs, ou au moins de neutraliser, les couches populaires trompées et désorientées par l'ennemi, ou victimes de leurs intérêts à court terme.

Le parti essaie d'élargir le front populaire et de l'unir contre les ennemis du peuple.

LA MISSION DU POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE

Comme les peuples les plus opprimés et exploités de la terre, nos peuples kurde, turque et de toutes les autres nationalités, sont exploités et opprimés par l'impérialisme et ses organes, les classes dominantes collaboratrices. La dépendance à l'impérialisme n'est pas un fait nouveau.

Celle-ci a commencé à l'époque de l'empire Ottoman sous la forme de colonialisme classique, et s'est poursuivie au début du 20ème siècle avec le colonialisme impérialiste. Les peuples qui vivaient sous l'empire Ottoman étaient devenus objets de l'exploitation impérialiste jusqu'à leur dernière goutte de sang. Ils ont été opprimés militairement, politiquement et culturellement. Dans les années qui ont suivi la Première Guerre Mondiale, l'Anatolie a été occupée par suffisamment d'États impérialistes. C'est alors que la colonisation et l'oppression impérialistes se révélèrent dans la réalité.

De plus, l'impérialisme, selon sa devise de « diviser pour régner », a semé la haine et la discorde entre les peuples et les nationalités qui vivaient en Anatolie, qui ont été incités à se « battre les uns contre les autres ».

Cette dépendance vis à vis de l'impérialisme s'est arrêtée un laps de temps, pendant la guerre de libération, menée par l'union fraternelle des peuples des nations d'Anatolie.

La petite-bourgeoisie, la classe sociale à la tête de ce combat pour la libération nationale, a décidé cependant de se ranger du côté du capitalisme ; cela était dû à son caractère et par le fait que l'impérialisme avait réussi à dominer et serrer sa poigne sur le monde, hormis l'Union Soviétique. Il avait suffisamment de force pour opprimer des pays qui avaient réussi à se libérer. C'est pour cette raison que dans notre pays a recommencé, après la Seconde Guerre mondiale, un nouveau processus de colonisation, qui s'est accéléré les années suivantes.

Le résultat a été que notre pays est devenu un gendarme à bon marché pour l'OTAN, et en particulier pour les E-U. Des centaines de bases militaires ont été construites dans notre pays, et notre armée mise sous les ordres des E-U et de l'OTAN. Les gouvernements pouvaient exister seulement s'ils avaient l'aval des E-U et sont devenus des instruments pour les fins politiques et économiques de l'impérialisme.

La soumission politique a été complétée par l'asservissement économique. Les centres économiques impérialistes comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation de Coopération et de Développement Économique déterminent le cadre économique de notre pays néo-colonisé.

La culture impérialiste s'est imposée de manière sournoise au détriment de notre propre culture.

Tout a été affecté par la surpuissante sous-culture de consommation impérialiste, la musique, le cinéma, la presse, la télévision et même la manière de penser des personnes, à tous les échelons sociaux. L'occupation camouflée et l'exploitation ouverte de notre pays par l'impérialisme, s'appuie sur l'oligarchie et l'État fasciste. La minorité collaboratrice des exploiters fournit les caïds au service de l'impérialisme. Pour avoir leur part du gâteau trempé du sang de notre peuple, ils collaborent avec l'impérialisme et vendent le pays tout entier avec ses biens, ses valeurs culturelles, sa dignité, son indépendance nationale et même la vie de ses habitants.

Dans notre pays l'État avec son armée, sa police, ses mécanismes administratifs et centres idéologiques, est l'instrument de la répression impérialiste et oligarchique.

L'État fasciste est une arme de contrôle des intérêts de l'impérialisme et de l'oligarchie, maintenant les travailleurs en otage par le terrorisme, l'intimidation et la démagogie.

Cette arme mortelle est tournée essentiellement contre le mouvement armé marxiste-léniniste et contre tout mouvement progressiste, patriotique et démocratique.

Notre pays est sous occupation impérialiste par l'intermédiaire de l'État fasciste. Par la révolution anti-impérialiste nous allons mettre fin à ce régime sanguinaire d'exploitation, et nous instaurerons le pouvoir populaire. Le pouvoir populaire réalisera les changements révolutionnaires et démocratiques.

Le pouvoir populaire révolutionnaire et la démocratie populaire

Le pouvoir populaire révolutionnaire renversera l'État fasciste, instrument répressif de l'impérialisme et de l'oligarchie, ainsi que son armée, sa police, sa bureaucratie, ses institutions idéologiques, culturelles et de toutes autres sortes.

Le pouvoir populaire révolutionnaire érigera une nouvelle forme de structure étatique sur les ruines de l'ancien système.

Cet État ne sera pas bourgeois, mais mis sous l'hégémonie du prolétariat. Ce sera une démocratie pour les forces du peuple et une dictature pour l'oligarchie et les forces de l'impérialisme. L'État ne se détournera pas de la société, mais s'adaptera aux conditions internes et externes en vigueur.

Bien que l'hégémonie du prolétariat soit sa caractéristique fondamentale, le pouvoir populaire révolutionnaire sera la souveraineté simultanée des toutes les classes et couches sociales du peuple. C'est pour cela que la lutte de classe du prolétariat et des autres classes et couches laborieuses qui souhaitent poursuivre la révolution vers le socialisme dans le cadre du pouvoir populaire, est inévitable.

Cette lutte sera engagée contre toutes les forces conservatrices qui cherchent à mettre un terme au progrès de la révolution. Ce combat peut adopter différentes méthodes et pratiques, selon l'équilibre de forces premièrement internes et deuxièmement externes.

Au sein de la démocratie populaire, le peuple votera, supervisera et révoquera ses représentants à tous les organismes sociaux et politiques. Ce principe n'a aucun rapport avec la démocratie bourgeoise gouvernée par un parti bourgeois. Démocratie populaire signifie : au- todétermination du peuple.

Le parti du prolétariat, la force dominante de la révolution anti-impérialiste et anti-oligarchique, occupera aussi une place dirigeante au sein du pouvoir populaire révolutionnaire.

Les partis et les organisations qui ont fait partie du Front Révolutionnaire Populaire de Libération (DHKC) représentant d'autres forces populaires, auront eux aussi une place, selon leur importance, dans la démocratie populaire.

La plus haute instance représentative et décisionnelle sera le Parlement Populaire. Les membres de celui-ci seront élus par des élections libres. Le peuple pourra, au moyen d'élections, à tout moment, révoquer les représentants de sa région.

Le pouvoir populaire révolutionnaire transférera au peuple et à ses forces organisées la surveillance et le contrôle sur les mass-media. Ces derniers seront mis au service de la révolution et du peuple, contribuant aux domaines de l'éducation, de l'orientation professionnelle et de la culture.

En plus, ils serviront aux activités à contenu idéologique des organisations sociales du peuple.

Le pouvoir populaire révolutionnaire abolira toutes les restrictions qui entravent le syndicalisme des forces populaires. Le droit de se syndiquer dans le secteur ouvrier, socioculturel et politique, sera assuré à toutes les classes et couches populaires, aux agriculteurs, aux fonctionnaires, aux artisans, aux femmes, à la jeunesse et à toute la classe ouvrière. Ces organisations seront soutenues et protégées.

Toute organisation et activité, hostile à la révolution sera punie impitoyablement.

Pour les forces de l'oligarchie et de l'impérialisme il n'y aura aucune marge de liberté de manoeuvre.

Les représentants de l'État qui ont violé les principes de la révolution, tous les oppresseurs du peuple, les tortionnaires, les fascistes et les agents de l'impérialisme seront punis.

Tous les prisonniers politiques seront libérés, à l'exception des fascistes, des tortionnaires et de tous ceux qui ont violé les principes de la révolution et les droits du peuple. Aux prisonniers pour crimes de droit commun, commis en raison de la dégénérescence de leurs valeurs idéologiques et politiques à cause du capitalisme, sera accordée une amnistie et ils réintégreront la société.

La défense populaire et l'armée populaire révolutionnaire

Le pouvoir populaire révolutionnaire abolira l'armée fasciste et les forces spéciales de sécurité nationale, aussi bien que les services secrets, la police et les forces spéciales de contre-guérilla qui fonctionnent sur la base d'une discipline de conditionnement d'esclaves, animés d'idéologies conservatrices, dont l'objet est de soutenir les intérêts des impérialistes et de l'oligarchie. Le pouvoir populaire révolutionnaire tirera sa force du peuple en armes pour défendre les intérêts de la révolution et du peuple, contre tout ennemi interne ou externe.

La défense populaire sera assurée principalement par une partie du peuple en armes, de l'armée populaire révolutionnaire, dont la lutte révolutionnaire sera renforcée. Sa force et sa source sera le peuple. Ce sera une arme de défense qui protégera la révolution contre toutes sortes de sabotages contre-révolutionnaires et d'attaques impérialistes.

L'armée populaire révolutionnaire ne sera pas soumise comme les esclaves du système fasciste, mais agira dans un esprit de solidarité entre camarades et de discipline à l'égard des autorités révolutionnaires, en pleine conscience des intérêts de la révolution et des devoirs internationalistes.

L'armée populaire révolutionnaire ne consommera pas uniquement, elle sera aussi productive, elle aussi produira. Sans négliger son rôle principal, elle prendra part aux activités de production du pays et fera partie du peuple.

Tant que l'impérialisme existera dans le monde, une armée populaire équipée d'armes et de systèmes modernes est indispensable. Son entraînement et son armement suivront la technique de pointe des besoins militaires.

L'armée populaire révolutionnaire est une forme d'organisation particulière du peuple armé. En plus, le peuple armé formera une garde populaire, des services de renseignement et des forces de sécurité nationales. Ces organisations défendront les intérêts de la révolution sous la surveillance des organes politiques de la démocratie populaire.

DHKP (Devrimci Halk Kurtulus Partisi / Parti Révolutionnaire Populaire de Libération),



DHKP/C – Principes pour la lutte politique et la lutte armée contre l'impérialisme

Devrimci Halk Kurtulus Partisi / Cephesi (Parti / Front Révolutionnaire de Libération du Peuple)

Principes pour la lutte politique et la lutte armée contre l'impérialisme

Dans tout pays néo-colonial la lutte politique de masse, la lutte armée et la lutte anti-impérialiste doivent se conformer aux principes les plus importants que nous énumérons ci-dessous.

1. Le renversement de l'oligarchie dirigeante et l'établissement du pouvoir révolutionnaire du peuple sont une affaire de volonté.

Nous devons déterminer les objectifs et les revendications pour la prise du pouvoir et les fixer dans un programme.

Quels que soient les moyens dont ils disposent, une organisation de libération ou un parti qui n'ont pas toujours en vue la prise du pouvoir, n'atteindront pas cet objectif. Un tel parti est d'ores et déjà condamné à être soumis à des forces et des facteurs extérieurs, et à subir inmanquablement les influences et les pressions de ce que l'on appelle les « alternatives » de l'impérialisme.

Aujourd'hui, la plupart des organisations de libération se trouvent menacées par un danger très important: celui de ne pas croire dans la réussite de la révolution.

Il est aussi dangereux pour elles de se retrouver séparées de leurs forces militaires et de leur base de masse, de perdre leur courage et leur foi révolutionnaires, de se retirer dans leur « coquille nationale » et d'abandonner un combat de longue durée en faveur de la libération nationale et de classe pour se rabattre sur des exigences plus limitées.

Toutes les défaites sont temporaires pour des peuples qui luttent pour leur libération.

Mais des défaites qui s'accompagnent du reniement des principes du socialisme, du renoncement aux objectifs de la libération armée ou de l'abandon de l'organisation, sont des échecs dont le prix est extrêmement élevé.

2. Armer le peuple, telle est la garantie principale de notre libération, de notre liberté et de notre avenir dans les pays en voie de développement.

Ce n'est pas uniquement parce que notre peuple doit résister aux attaques des forces fascistes, mais c'est surtout une nécessité stratégique primordiale si l'on veut que se matérialise la révolution.

Notre époque est toujours une époque de luttes de libération populaire.

Ce n'est pas la perte de prestige du socialisme qui y a changé quoi que ce soit, ni non plus les conquêtes temporaires de l'impérialisme qui en ont résulté.

Ce sont les conditions que nous rencontrons dans notre pays qui déterminent les phases spécifiques de notre guerre populaire.

Le développement de notre guerre ne sera pas celui d'une guerre du peuple classique, elle ne descendra pas des montagnes pour gagner les villes, mais elle se matérialisera simultanément dans les montagnes et dans les villes, dans la perspective d'une lutte révolutionnaire unie.

3. Il est nécessaire que le Parti soit nanti d'une direction

Des organisations de libérations non dirigées par un Parti sont peut-être capables de s'emparer du pouvoir, mais elles sont incapables de concrétiser les transformations d'une révolution sociale.

Un Parti qui assume ses tâches et remplit ses devoirs peut être le cerveau pour les organisations de libération.

Le Parti, c'est la direction idéologique du marxisme-léninisme.

C'est aussi, et en même temps, l'organe de commandement qui exprime l'unité de la direction politique et militaire...

Détesté à cause de leurs structures bureaucratiques et de leur lenteur, les partis communistes traditionnels ont acquis une mauvaise renommée. Le simple nom de « Parti », tout au long des années, a laissé des traces négatives dans l'esprit des masses laborieuses de nombreux pays.

Programmes, statuts, règles et règlements écrits, tout cela n'a aucune signification en soi.

Ce qui constitue l'essence d'un Parti, c'est avant tout une certaine tradition, les valeurs démontrés au combat, le courage politique, une audace de tous les instants et une fidélité inconditionnelle au marxisme-léninisme, sans oublier les équipes de cadres expérimentés.

« Nos corps peuvent être blessés, mais nous garderons la tête sur les épaules. »

Ce que cette phrase veut dire, c'est que notre Parti doit en toutes circonstances disposer des talents et de la résolution nécessaires à la conduite de la guerre de libération.

Notre époque est une époque où l'on attaque violemment les grands dirigeants révolutionnaires.

Depuis l'abandon du socialisme en URSS, la bourgeoisie les dénigre de plus belle.

Ces années sont celles où l'on tente de transformer le socialisme en démocratie bourgeoise, la révolution en réformisme, l'internationalisme en nationalisme.

Ces années sont également celles qui voient la naissance d'une pléthore d'organisations révolutionnaires de façade qui s'agitent autour d'exigences aussi abstraites que «la paix», au lieu de lutter les armes à la main pour les droits et la liberté des peuples.

4. Notre perspective, dans la lutte politique de masse, est d'inviter le peuple à rejoindre le front antifasciste et anti-impérialiste, à développer ce front dans l'ensemble du pays et à le consolider.

Ce front est la force qui combat et qui entraîne le peuple à combattre. Le Parti – Front Révolutionnaire de Libération du Peuple (DHKP/C, Devrimci Halk Kurtulus Partisi – Cephesi) ce sont les muscles et les poings qui frappent l'ennemi.

La masse, c'est le corps de notre combat. Le Front englobe la lutte de masse armée et la lutte politique de masse, non armée. Il est impensable de faire le travail politique de masse et la propagande en séparant le front d'un côté, et la lutte armée de l'autre. Un front doit disposer d'une aile non armée en plus de son aile armée, mais c'est l'aile armée qui doit constituer la base du front.

Outre certaines différences particulières, la logique de la lutte révolutionnaire légale ou illégale est la même. La véritable opposition se situe entre la légitimité du peuple et des forces révolutionnaires, d'une part, et l'illégitimité du système, de l'autre. En fait, c'est même là que réside la principale opposition. Nous comptons épuiser toutes les ressources du domaine de la légalité. Mais nous choisirons ce que nous, nous estimons légitime comme étalon, et nous ne nous enfermons pas dans la lutte démocratique légale. Nous devrions nous fier bien davantage au pouvoir et à la créativité des masses. La lutte légale consiste à opposer notre légitimité à l'ennemi; dans un même temps, c'est une lutte pour un territoire que nous avons conquis pied à pied, en rendant coup pour coup. Toute organisation légale est le produit d'une lutte illégale. Il faut impérativement que l'ennemi accepte notre légitimité.

En dépit du danger d'être tués ou sévèrement réprimés, nous mettons régulièrement en circulation des publications légales, nous conservons notre syndicat et nos organisations de masse, nous enterrons nos martyrs dans les montagnes et dans les villes entourés par des milliers de personnes massées derrière les drapeaux du Parti – Front, nous forçons les portes des commissariats et des centres de détention, nous envahissons les bidonvilles et nous obligeons les ministres et les chefs de la police à venir jusqu'au pied des barricades, et à satisfaire les exigences du peuple. Et si nous nous retrouvons en prison, le fait d'être prisonniers ne nous empêche pas de garder notre identité d'individus libres, même si pour y arriver, il nous faut mourir.

Un autre grand danger qui menace une organisation révolutionnaire, ce n'est pas être en mesure d'enseigner la lutte de masse avec une âme révolutionnaire, de ne pas encourager suffisamment le mouvement révolutionnaire du peuple alors qu'il renferme tant d'énergie, et en fin de compte de le regarder courir à sa ruine...

Des exemples, ce sont la Palestine et le Kurdistan.

En réalité, l'Intifada et le Serhildanen ont été des phénomènes spontanés, ils se sont développés d'eux-mêmes et n'ont pas eu le soutien des mouvements nationalistes.

On les a seulement utilisés comme atouts contre l'ennemi, en sachant très bien que leurs jours étaient comptés. On s'est contenté d'assister à leur fin. Quoi de plus normal qu'avec une telle mentalité on ne soit pas capable d'établir des mouvements de masse militants durables! Aujourd'hui, dans le Moyen-Orient, le radicalisme et le militantisme de masse ont été récupérés par le radicalisme islamique.

5. Dans les pays néo-coloniaux, la crise est particulièrement grave. Le tout premier devoir des marxistes-léninistes est de prendre la direction d'un front démocratique qui unira toutes les forces contre l'impérialisme et ses collaborateurs.

De nos jours, la guerre dans notre pays n'est plus un combat d'avant-garde, mais elle se transforme en guerre populaire.

Chaque classe populaire est extrêmement mécontente du système. Les contradictions au niveau des classes et au niveau national sont très différentes et elles s'entremêlent en Anatolie, une région qui vient tout entière d'être transformée en prison pour le peuple. L'impérialisme et l'oligarchie ont lancé des politiques qui tiennent compte de ces contradictions. Il faut dire qu'ils ont eu le temps d'acquérir une expérience contre-révolutionnaire considérable. Ils appliquent une politique qui dressent les gens les uns contre les autres et qui sème la zizanie entre eux. A cette fin, ils utilisent les religions et les différences nationales. S'ils n'y arrivent pas de cette façon, ils tentent de séparer les groupes et de les isoler. Le fascisme a essayé d'exacerber le chauvinisme et l'hostilité des Turcs contre la prise de conscience nationale croissante des Kurdes et contre le mouvement national kurde. Il s'est aussi employé à accroître l'hostilité entre Sunnites et Alévites. En agissant de la sorte, il a amené la question nationale kurde et le réveil alévite à s'éliminer mutuellement. Le fascisme a donc effectivement tenté de décrocher ces mouvements de la lutte révolutionnaire et de les isoler. D'autre part, d'importantes actions rassemblant des travailleurs, des fonctionnaires et des étudiants se déroulent régulièrement dans les quartiers populaires. C'est notre Parti qui coordonne et dirige ces actions. En mars 1995, des soulèvements se sont produits dans les immenses faubourgs d'Istanbul, à Gazi, Okmeydane, Nurtepe et Ümraniye. Toutes ces émeutes ont ébranlé le pays. Des soulèvements similaires ont éclaté en Anatolie. L'inconvénient majeur de ces mouvements de masse, c'est qu'ils apparaissent séparément, qu'ils ne se produisent pas en même temps et qu'il est donc difficile d'en faire des actions unifiées. Dans le même temps que nous livrons notre guerre dans les montagnes et les villes. Il est de notre devoir aujourd'hui de rassembler tous ces mouvements de masse et actions de résistance dans une même action populaire unie et de les incorporer au Front révolutionnaire. C'est en fonction de cela que nous avons mis la création de comités et de réunions populaires dans les quartiers ouvriers, les assemblées et comités de travailleurs, les réunions de fonctionnaires à l'ordre du jour.

Aujourd'hui, ces projets sont discutés au sein des masses. Aujourd'hui, on rencontre très fréquemment de tels exemples de comités populaires dans les régions ouvrières, et spécialement dans les zones où l'on a déclenché des luttes militantes populaires.

6. L'impérialisme et ses collaborateurs de l'oligarchie en place sont les principaux ennemis de notre révolution et de nos peuples. Considérer l'impérialisme et les gouvernements fascistes des pays néo-coloniaux comme des phénomènes séparés, c'est se mettre des oeillères. Si l'on ne s'en tient pas à un anti-impérialisme constant et intransigeant, la révolution et la libération ne sont pas possibles. L'impérialisme, c'est plus que l'exploitation et le pillage à l'échelle mondiale, et en termes généraux, c'est plus que la barbarie armée. L'impérialisme, c'est aussi et avant tout le pouvoir qui maintient en place les structures économiques, politiques et sociales des pays néo-coloniaux. Dans les pays en voie de développement, c'est encore et toujours l'impérialisme que l'on retrouve derrière l'exploitation, l'injustice et la barbarie fasciste. Il est la principale source de tous ces maux. Afin d'éliminer toute dynamique tendant à quelque progrès sur un plan national, l'impérialisme prend soin de mettre en place des structures étatiques fascistes à tous les niveaux, tout en introduisant une économie capitaliste particulièrement néfaste et basée sur la dépendance. La domination de l'impérialisme se développe davantage sur un plan interne que sur un plan externe. Si l'on ne détruit pas la structure politique et sociale, constituée par une poignée de collaborateurs, si l'on ne renverse pas l'Etat fasciste, c'est-à-dire si l'on n'élimine pas les bases économiques et sociales de l'impérialisme, l'indépendance et la libération ne seront jamais possibles.

7. Les lignes de conduite de l'impérialisme dans les pays en voie de développement, l'élimination des mouvements populaires de libération, le camouflage des contradictions, tout cela crée un statu quo en faveur de l'impérialisme et lui permet de reprendre le contrôle de régions où les dynamiques révolutionnaires sont concentrées. Nous traversons une phase au cours de laquelle la démagogie des mouvements en faveur de la « paix dans le monde » et celle qui cautionne les scélératesses de l'impérialisme finissent par se mélanger. Les plus gros obstacles susceptibles d'empêcher les impérialistes d'atteindre les objectifs de leur Pax Americana et de forcer les peuples à renoncer à la lutte, ce sont les mouvements populaires de libération anti-impérialiste au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Cela n'a rien d'une coïncidence si le massacre de Cana (au Liban) a été déclenché dans la foulée immédiate du sommet sur le terrorisme qui s'est tenu en Egypte.

L'impérialisme, représenté par les scélérats sionistes, se livre à des attaques massives destinées à saper la résistance palestinienne et toutes les dynamiques anti-impérialistes dans la région.

Les agressions contre la Corée, le Liban, Cuba, les massacres qui ont lieu en Turquie et au Kurdistan, ne sont rien d'autre que la continuation de cette politique.

8. La politique récente de l'impérialisme à l'égard des mouvements de libération tend à détruire ces mouvements en recourant à l'intervention armée. Dans un même temps, elle vise à désarmer ces mouvements en tentant de les convaincre d'abandonner le socialisme, la révolution et leurs prétentions à l'indépendance.

Au cours de la dernière décennie, cette politique a été appliquée avec succès dans certaines régions, où les organisations révolutionnaires avaient peu de connexions avec le marxisme-léninisme, où l'on suivait une politique d'avantage temporaires, où sévissait la crainte de la défaite et de l'isolement, où les gens ne croyaient pas en leurs droits ou encore où régnait une trop grande confiance en la victoire finale.

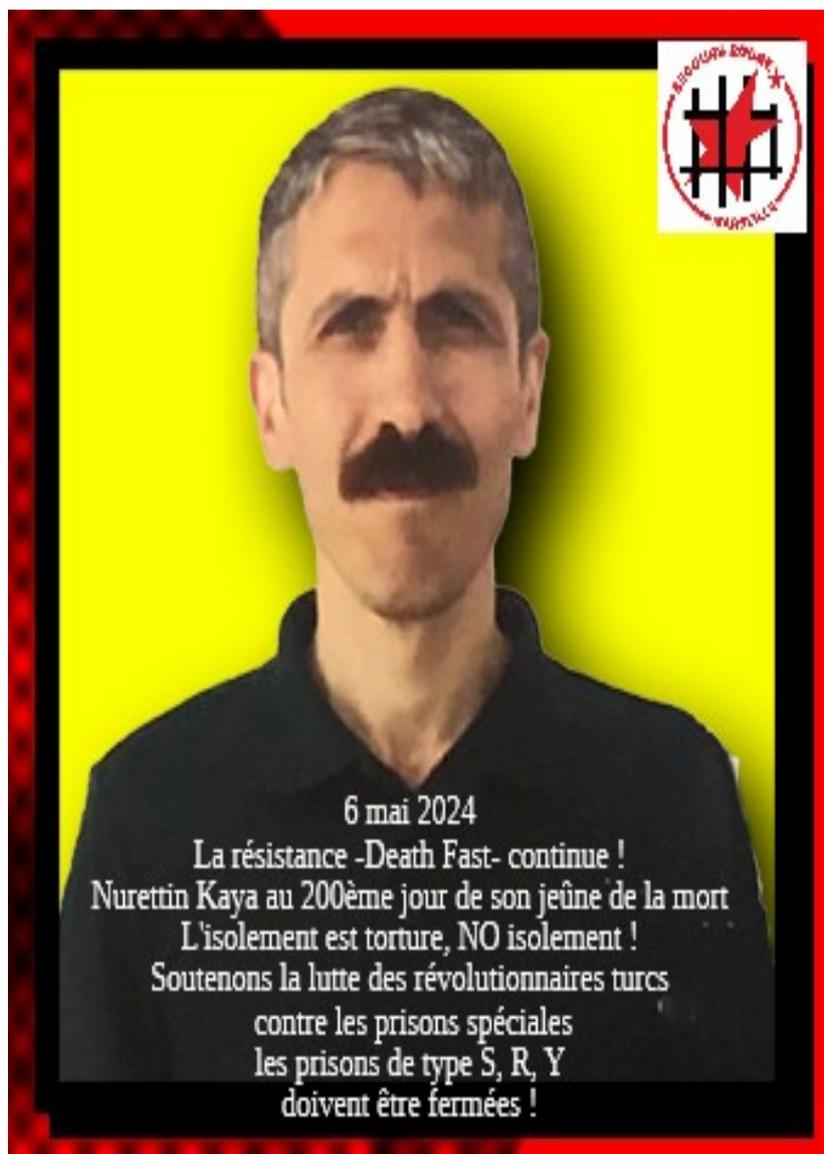
Ce sont tout particulièrement les mouvements nationalistes et petits-bourgeois, qui font une fixation sur le pouvoir en place au point que cela influence leur ligne de conduite.

Presque inmanquablement, de telles organisations finissent par fonder des partis légalistes, par accepter des compromis ou même par abandonner pour de bon la lutte armée.

Passer de la guérilla au marchandage de bazar, c'est un jeu dangereux.

Ceux qui s'essaient à ce genre de tactique n'ont pas la moindre chance de vaincre.

La paix et la liberté réelles ne seront possibles qu'après que nous aurons balayé toute trace d'exploitation, de dépendance et de dictature oligarchique. Seul le pouvoir révolutionnaire du peuple est en mesure d'atteindre cet objectif.



Erdogan et le fascisme caché...

Interview de SUPERNOVA avec le camarades turcs de New Solution,
réseau indépendant anti-impérialiste



New Solution

In the struggle against imperialism and oligarchy



1) Comment définissez-vous le régime d'Erdogan, quelles sont les différences entre le gouvernement actuel d'Erdogan et la dictature militaire en Turquie ?

Dans des pays comme la Turquie, qui ont été transformés en États néocoloniaux et dépendants de l'impérialisme, le fascisme existe sous deux formes principales : secrète et ouverte. Le fascisme caché est la forme habituelle d'existence du fascisme dans ce type de pays, l'appareil répressif fonctionne pleinement ou presque, mais n'exerce pas de répression massive et généralisée. Il existe également des institutions démocratiques conditionnelles telles qu'un parlement, un gouvernement civil, un système judiciaire et une séparation formelle des pouvoirs. Il existe un système fonctionnel de partis bourgeois et même une "gauche" qui agit comme une "opposition radicale" contrôlée au gouvernement à partir de positions nominalement de gauche. La répression est principalement dirigée contre les communistes et les éléments de la gauche (s'il y en a, bien sûr) qui n'ont pas encore perdu leurs mécanismes de résistance et qui adhèrent à un degré ou à un autre aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Les répressions peuvent également être dirigées contre certains cercles bourgeois qui s'opposent, à un degré ou à un autre, à la faction dirigeante de la bourgeoisie dans un pays donné.

Le fascisme ouvert, quant à lui, est utilisé par les classes dominantes lorsqu'elles perdent le contrôle de la situation dans le pays, c'est-à-dire dans les périodes où les contradictions de classe sont exacerbées au point de menacer l'existence de ces classes et le maintien du système capitaliste dans le pays. La répression est menée universellement, sans scrupules et avec une cruauté particulière contre toutes les couches de la société et, dans une certaine mesure, contre l'opposition bourgeoise et la gauche contrôlée.

La junte militaire fasciste qui a pris le pouvoir après le coup d'État du 12 septembre 1980 doit être considérée comme une mesure temporaire visant à mettre en œuvre un fascisme ouvert, tout comme l'avait été la junte qui avait pris le pouvoir après le coup d'État du 12 mars 1971. Les deux juntes militaires visaient à détruire la lutte révolutionnaire dans le pays. Alors que celle de 1971 a partiellement réussi dans cette tâche en éliminant physiquement la première génération de révolutionnaires qui était devenue l'avant-garde de la lutte pour le socialisme, la junte de 1980 a eu des conséquences beaucoup plus durables dans tous les domaines de la vie. Cela s'explique également par le fait qu'en 1980, les impérialistes américains ont préparé un programme beaucoup plus vaste et complet de restructuration de l'ensemble de l'appareil d'État de la Turquie. Cette junte a achevé le processus d'institutionnalisation du fascisme dans le pays, qui avait commencé dans les années 1950 et s'est poursuivi de manière intermittente au cours des décennies suivantes.

Le régime actuel d'Erdogan et la structure générale du pouvoir d'État en Turquie peuvent être caractérisés comme une sorte de mélange entre le fascisme caché et le fascisme ouvert. Bien qu'Erdogan soit le seul président, ceux qui le soutiennent forment une coalition dont les participants sont loin d'être les seuls partis politiques officiels qui soutiennent son régime.

Depuis leur arrivée au pouvoir, Erdogan et son parti ont créé leur propre nouvelle oligarchie et des réseaux de sociétés et d'entreprises qui, au fil des ans, sont devenus des méga-structures concentrant des flux de capitaux toujours plus importants, acquérant progressivement d'énormes richesses sur le dos du travail, du sang et de la souffrance des millions de travailleurs en Turquie.

Aujourd'hui, il existe un système fonctionnel de différents partis en Turquie, y compris ceux qui se réclament de la gauche et même du communisme. Mais la vérité est qu'aucun de ces partis n'est guidé par les intérêts du peuple et ne représente les masses populaires. Tous ont pour tâche de faire croire aux masses populaires qu'il est possible de changer le système capitaliste actuel par des moyens parlementaires et pacifiques. En outre, les partis bourgeois ont également pour tâche d'exécuter les ordres des cercles oligarchiques qui se trouvent derrière eux.

Dans la Turquie d'aujourd'hui, le parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement et un lieu de débat formel sur les lois et les divers règlements qui sont de toute façon adoptés par le gouvernement. Ces lois sont l'incarnation des désirs des impérialistes et de l'oligarchie qui les sert, et elles visent à légitimer les crimes qui ont été commis ou qui sont sur le point d'être commis contre les peuples de Turquie et de la région. En d'autres termes, elle n'est qu'une façade et n'a aucune influence réelle sur les processus politiques dans le pays.

Le pouvoir judiciaire - le tribunal et le bureau du procureur dans le pays aujourd'hui sont littéralement comme le bureau d'un notaire. Le pouvoir judiciaire est devenu un organe répressif utilisé pour détruire - mentalement, physiquement et moralement - toute personne qui s'oppose au gouvernement. Les procès et les décisions prises sont entièrement motivés par des considérations politiques et n'ont aucune valeur juridique.

Oui, il existe différents types d'élections et de référendums en Turquie aujourd'hui, mais ils servent principalement à légitimer le système existant et à neutraliser l'énergie des masses populaires en faveur du changement. Ce n'est pas une coïncidence si, l'année dernière, Erdogan a programmé les élections présidentielles et parlementaires un mois plus tôt que prévu. Après les tremblements de terre dévastateurs qui ont touché des millions de personnes, tout le monde en Turquie s'attendait à une révolte ou à un soulèvement majeur par lequel les masses populaires libéreraient leur colère contre le régime dans les rues et sur les places du pays. Malheureusement, cela ne s'est pas produit, car presque immédiatement après ces événements, la campagne électorale a commencé, ce qui a donné aux masses populaires l'illusion que cette fois-ci, il était vraiment possible de chasser Erdogan du pouvoir par le biais des élections. Mais il est clair que l'opposition bourgeoise n'a pas réussi à prouver à l'oligarchie et aux impérialistes qu'elle serait capable de continuer à maintenir le système comme Erdogan et les forces qui le soutiennent l'ont fait. En fin de compte, l'énergie de changement des masses populaires s'est diluée dans les urnes, et les partis bourgeois ont rempli leur mission d'instrument de dissuasion de la lutte pour la justice sociale et les droits démocratiques.

Pour résumer cette première partie de l'interview en quelques mots. La junte fasciste est une mesure temporaire appliquée uniquement dans des situations extrêmes, et la dictature d'Erdogan est la forme permanente de gouvernement de la Turquie, qui est une conséquence directe des réformes menées par cette même junte. Le pouvoir d'Erdogan, bien qu'unipersonnel et autoritaire, est en fait le pouvoir d'une large coalition de cercles bourgeois réactionnaires, qui forment une alliance entièrement fondée sur leurs intérêts commerciaux et leur recherche du profit. Le parti d'Erdogan est un outil entre les mains des impérialistes pour faire passer leurs politiques en Turquie et dans les régions voisines. Et pour l'oligarchie turque, et en particulier pour ceux de ses représentants qui ont accumulé l'essentiel de leur capital depuis son arrivée au pouvoir, ce parti est un instrument de pillage sans scrupules du travail et des ressources des masses populaires.

Erdogan est contraint de s'allier avec différents cercles oligarchiques et sectes islamistes pour rester au pouvoir. Au début, son principal allié était le mouvement de Fethullah Gülen, mais au fil des années, les conflits sur la répartition des parts de pouvoir entre eux se sont amplifiés et une rupture dans leurs relations s'est produite. Après l'escalade du conflit à l'été 2016, les partisans de Gulen ont été largement neutralisés, et une partie d'entre eux a accepté de coopérer pleinement avec le gouvernement en renonçant à leurs liens avec Gulen. Il n'a pas fallu longtemps pour que la place du mouvement Gülen soit prise par d'autres sectes. Certains des cercles oligarchiques qui osaient critiquer Erdogan ou désobéir plus ou moins aux autorités ont été neutralisés et leurs richesses redistribuées.

2) La structure du parti d'Erdogan, son consensus et les classes sociales auxquelles il se réfère et qu'il exprime.

Officiellement, le Parti de la justice et du développement dirigé par Erdogan est structuré comme tous les autres partis bourgeois ; aux côtés des principaux cadres du parti, il y a une organisation de femmes et de jeunes. Ses structures se sont étendues à tous les coins du pays, des grandes villes aux villages. Les structures du parti, qui ont été mises en place à tous les niveaux de l'État, ont, au cours des 15 dernières années, progressivement fusionné avec l'appareil d'État. La preuve en est abondante si l'on regarde un peu, par exemple, la conduite des élections dans le pays ou la sélection et la nomination des fonctionnaires.

Mais en plus de ses structures, le parti au pouvoir s'appuie également sur un réseau de diverses ONG islamistes et de sectes religieuses. Certaines de ces ONG se disent impliquées dans des actions caritatives et dans l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris à l'étranger : dans des pays comme la Somalie, le Soudan, la Syrie et la Libye. À l'intérieur du pays, ces organisations, qui affirment n'avoir aucun lien avec le gouvernement, jouent le rôle de centres de recrutement pour le parti, en formant des groupes réactionnaires-fascistes de différentes tailles pour opérer dans une localité donnée. Leur activité se concentre sur le travail parmi les jeunes issus de familles pauvres et conservatrices, le but ultime étant bien sûr de maintenir ces jeunes dans les cercles réactionnaires, bourgeois et fascistes, et d'empêcher leur contact éventuel avec des représentants du mouvement de gauche. Même si les positions des communistes sont affaiblies par rapport aux périodes

historiques précédentes, la gauche, bien que difficile, parvient toujours à atteindre les jeunes issus de ces familles et à les faire adhérer à la lutte pour le socialisme.

Il convient également de noter que ces organisations ne sont pas seulement actives en Turquie, au Moyen-Orient et en Afrique. Depuis une quinzaine d'années, elles travaillent également parmi les communautés turcophones et musulmanes des Balkans, d'Europe occidentale et d'Asie centrale. Parmi eux, la Turquie utilise, outre ses institutions telles que le ministère des affaires religieuses / Diyanet /, l'Agence de coopération et de coordination / TİKA /, l'Agence pour les Turcs à l'étranger et les communautés apparentées / YTB /. Bien entendu, tous les pays ne voient pas d'un bon œil les institutions d'un autre pays opérer sur leur territoire, et parmi les ressortissants étrangers en particulier. C'est dans ces pays que ces ONG directement liées au parti d'Erdogan et financées par lui constituent un outil très pratique pour ce que l'on appelle le "soft power". Enfin et surtout, ces organisations sont aussi de bonnes laveries pour l'argent sale et sanglant des dirigeants du parti au pouvoir, de leurs propres réseaux d'entreprises et de toutes les personnes qui leur sont associées.

Les sectes religieuses sont à leur tour un outil entre les mains du gouvernement pour maintenir d'importantes sections de la population, en particulier dans les zones rurales du pays et les petites villes, prisonnières d'illusions religieuses et d'autres idées réactionnaires similaires. Ils ont été utilisés par presque tous les gouvernements en Turquie depuis les années 1950, y compris les juntes militaires qui ont prétendu défendre le caractère laïque de l'État. Ces dernières années, en particulier après 2017-2018, leur influence a recommencé à croître considérablement. Les personnes qui, sous une forme ou une autre, sont tombées sous l'influence de ces sectes religieuses sont littéralement condamnées à vivre dans les ténèbres du Moyen-Âge. Le traitement de tous les membres de base de ces sectes par le clergé supérieur était extrêmement similaire aux relations féodales de l'aube de l'Empire ottoman. Ces sectes sont également des sortes de corporations et disposent d'un capital considérable, tant celui qui leur est octroyé par l'État que celui acquis grâce à l'argent collecté auprès des membres de base de la secte.

Il convient également de mentionner les partenaires formels les plus importants de la coalition du parti d'Erdogan.

En première position se trouve le MHP - le parti du mouvement nationaliste. Il s'agit du plus ancien parti ouvertement fasciste de Turquie. Dans les années 1960 et 1970, sa tâche principale consistait à lutter contre le mouvement communiste et à commettre d'autres crimes tels que le nettoyage ethnique, en menant diverses provocations nationalistes et anticomunistes. Après le coup d'État militaire fasciste de 1980, le MHP a eu trois tâches principales : ses cadres ont commencé à mettre en place des organisations mafieuses engagées dans le trafic de drogue dans le pays et à l'étranger, ainsi que dans toutes sortes d'autres activités sales, y compris la sollicitation de la prostitution. À partir de la fin des années 1980, bien sûr, il a recommencé à faire régner la terreur contre les communistes et les masses populaires. Enfin, et ce n'est pas le moins important, la MHP continue à ce jour de jouer le rôle de source majeure de cadres fascistes, tant pour l'appareil répressif que pour toutes les autres structures de l'État.

HÜDAPAR - Parti de la cause libre. Également connu sous le nom de Hizbul - Kontra, est un parti qui a été officiellement fondé en 2012, mais qui trouve ses origines dans le soi-disant Hizbullah - Turquie ou Hizbullah kurde / Parti de Dieu /. Cette organisation islamiste a gagné en notoriété en Turquie pour ses meurtres brutaux visant les personnes qu'elle considère comme des "infidèles" et des "porteurs de dépravation". Ses activités se concentrent principalement dans les régions à prédominance kurde de l'est de la Turquie. Le Hizbul-Contra a commis de nombreux assassinats de personnalités du mouvement national kurde et de civils associés à ce mouvement dans ces régions. Dans les années 1990, les publications d'opposition en Turquie ont publié des articles affirmant que les membres de l'organisation étaient formés par la police turque, les agents des services de renseignement et d'autres structures répressives de l'État. Bien que HÜDAPAR nie officiellement avoir des liens avec le Hezbollah ou en être l'aile politique légale, tout le monde en Turquie sait qu'il ne s'agit que de démagogie et que HÜDAPAR est un propagateur d'idées islamistes réactionnaires parmi le peuple kurde et un instrument de l'État pour contrer la lutte pour la libération nationale et sociale du peuple kurde.

Parti du bien-être renouvelé - Yeniden Refah Partisi. C'est dans ce parti qu'Erdogan a commencé sa carrière politique active et qu'il s'est hissé au sommet de la politique turque après avoir été élu maire d'Istanbul en 1994. Ce parti a été fondé et dirigé pendant de nombreuses années par Necmettin Erbakan, qui a été pendant des décennies le visage de l'islamisme politique en Turquie. Aujourd'hui, le parti est dirigé par son fils, Fatih Erbakan. Il est un bon continuateur de l'œuvre de son père et, comme lui, il a su diffuser habilement les idées réactionnaires, obscurantistes et misanthropes de l'islamisme politique qui véhiculent les ténèbres du Moyen-Âge.

D'autres petits partis font officiellement partie de la coalition ou soutiennent le parti d'Erdogan sans en faire partie, mais n'ont généralement aucune influence sur les processus politiques.

Enfin, au risque de me répéter, je voudrais souligner que le parti d'Erdogan est un conglomérat politique, une alliance entre différents cercles oligarchiques unis par leurs intérêts économiques et la volonté de faire des profits au détriment du sang et des larmes des millions de travailleurs de Turquie et des régions géographiques voisines. Cependant, cette alliance est par nature instable et tissée de nombreuses contradictions. C'est pourquoi des luttes quasi constantes pour le pouvoir et la domination se déroulent en coulisses. Les événements présentés dans les médias comme "la lutte contre la corruption", "la lutte contre le crime organisé" et autres titres démagogiques du même genre en sont l'expression directe. Ce sont ces contradictions qui ont conduit à la tentative de coup d'État militaire de l'été 2016. Elles se poursuivent encore aujourd'hui, bien que les partisans de Gulen aient été largement neutralisés, leur place ayant été prise par d'autres groupes et cercles bourgeois réactionnaires, que j'ai tenté de décrire plus haut.

La base sociale que représente le parti d'Erdogan est en fait la grande bourgeoisie monopolistique de Turquie. Certes, il bénéficie également du soutien d'une grande partie des pauvres, mais ce soutien est conditionné par la dégénérescence et des décennies de diffusion d'idées bourgeoises réactionnaires dans la société. Comme je l'ai déjà noté, l'islam politique a une longue histoire dans le pays, il a toujours eu le soutien de la plupart des pauvres, d'une partie de la petite bourgeoisie, de la population rurale, d'une partie de la bourgeoisie moyenne, qui, au fil du temps, en évoluant et en ayant accès à des sources de capitaux, et en particulier au soutien de la partie étatique de la bourgeoisie moyenne qui soutient les islamistes, a accumulé des richesses assez importantes et a accru son influence. Et le pouvoir de l'influence économique est directement proportionnel aux liens avec les partis politiques. Après son accession au pouvoir, Erdogan n'a bien sûr pas oublié ce soutien, puisqu'il récompense encore aujourd'hui la plupart de ces "capitalistes islamiques". À côté d'eux, il a créé sa propre nouvelle bourgeoisie, qui lui est totalement fidèle, des groupes oligarchiques tels que Cengiz Holding, Kolin Holding, Limak Holding, Kalyon Holding et Makyol Grup, qui, bien qu'établis bien avant l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, ont accumulé leurs richesses pendant son règne. Ils sont les représentants les plus éminents de cette nouvelle bourgeoisie.

Le soutien des classes pauvres, des segments de la petite et moyenne bourgeoisie, au pouvoir d'Erdogan peut également s'expliquer dans une certaine mesure par le fait qu'ils pensent qu'il les protège de toutes sortes de "dangers et d'ennemis", qu'il incarne l'image du "père de l'État" en turc, "Devlet Baba", qui prend soin d'eux et leur donne leur pain. C'est pourquoi, lors de chaque campagne électorale et dans toutes les périodes de crise que nous avons connues jusqu'à présent, Erdogan a dirigé la colère de ses partisans vers certains "ennemis" et "cibles", qui étaient souvent collectifs. Si vous avez suivi ses discours publics, vous avez pu constater qu'il est très doué pour cela. Ainsi, au fil des ans, il a pu mobiliser un soutien électoral. En raison de l'absence d'une véritable alternative au pouvoir et de la position affaiblie du mouvement communiste, malgré l'appauvrissement massif, le chômage et l'inflation galopante de ces dernières années, il a largement conservé le soutien d'une partie des masses populaires.

3) Ces dernières années, la Turquie a joué un rôle de plus en plus important sur la scène internationale. Est-il correct de parler de la Turquie comme d'un pays impérialiste ? Actuellement, la Turquie veut être l'aiguille de la balance dans les conflits majeurs (médiation avec la Russie sur la guerre en Ukraine) en exigeant en retour davantage de sanctions contre les exilés politiques en Europe. Elle veut être une force hégémonique au Moyen-Orient. Sommes-nous face à une nouvelle politique "ottomane" ?

Ces dernières années, la question de savoir quel type de pays est la Turquie a été débattue plus fréquemment dans les cercles de gauche, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Turquie. Certains de ces cercles affirment qu'il s'agit d'un pays impérialiste, d'autres qu'il s'agit d'un "pays alt-impérialiste", ce qui signifie qu'il existe plusieurs types d'impérialistes, la Turquie appartenant dans ce cas à une sorte de "deuxième échelon" ou de deuxième catégorie de pays "impérialistes". Il existe également un certain nombre de partisans de la thèse selon laquelle la Turquie est un pays semi-périphérique.

Selon ce concept, les pays du monde sont divisés en 3 types : centre / Europe occidentale, Amérique du Nord, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande /, semi-périphérie : Turquie, Inde, Afrique du Sud, Brésil, Mexique, Corée du Sud, Chine, Russie, Pologne /, et périphérie / Balkans, Europe de l'Est, Afrique, Océanie, majeure partie de l'Asie et de l'Amérique du Sud /. Selon cette théorie, la Turquie occupe une position intermédiaire entre les pays impérialistes du centre et les pays de la périphérie du capitalisme. En d'autres termes, le développement du capitalisme en Turquie est à un stade tel qu'il n'est plus aussi dépendant des pays du centre et peut se développer de manière plus indépendante qu'auparavant et développer ses propres intérêts.

L'affirmation selon laquelle la Turquie poursuit une politique étrangère néo-ottomane recoupe également, dans une certaine mesure, le raisonnement ci-dessus selon lequel le statut du pays dans le système des relations internationales a changé.

Dans une certaine mesure, la thèse de la semi-périphérie a un lien avec la réalité, mais d'un autre côté, ses partisans oublient quelque chose de très important. La bourgeoisie turque n'a pas de caractère "national", c'est-

à-dire qu'elle ne s'est pas développée grâce à la dynamique interne du développement du capitalisme dans le pays. La bourgeoisie turque a commencé son véritable développement après la fin de la Seconde Guerre mondiale grâce aux liens qu'elle a développés principalement avec les impérialistes américains. Pendant des décennies, le capital étranger : américain, allemand, français, canadien, britannique, etc. a dominé tous les secteurs de l'économie.

Il n'est pas possible pour les impérialistes d'utiliser constamment leurs propres armées dans des conflits régionaux et d'occuper d'autres pays. C'est coûteux, politiquement risqué et, dans la pratique, souvent impossible. Dans le cadre de la doctrine Nixon, élaborée par les États-Unis à la suite de la guerre du Viêt Nam, ils ont commencé à développer la thèse de l'utilisation de certains États régionaux d'importance stratégique comme gendarmes pour leurs interventions militaires et politiques. Les États-Unis l'avaient déjà fait auparavant, mais ce n'est que dans les années 1960 qu'ils en ont fait une doctrine. Les pays que l'on peut qualifier de gendarmes sont désignés par les Américains par les termes "pivot" et "pilier". Pour les États-Unis, la Turquie est l'un des pays piliers. Les armées, ainsi que l'ensemble de l'appareil d'État de ces pays, sont structurés par l'impérialisme en tenant compte de deux fonctions principales :

1 L'armée est préparée à la guerre civile, sa tâche première est de défendre les investissements et le marché des impérialistes dans le pays, contre tous les travailleurs

2 Agir en tant que gendarme dans les conflits régionaux, les interventions militaires et politiques à entreprendre à l'avenir

Sans indépendance économique, il ne peut y avoir d'indépendance politique. Dans cette ligne de pensée, l'oligarchie fasciste en Turquie, bien que dans une certaine mesure, a ses propres intérêts dans les régions voisines et au-delà, mais ces intérêts se confondent complètement avec les intérêts des impérialistes américains et des autres pays impérialistes occidentaux. Ainsi, tous ces mouvements diplomatiques et toutes les activités de politique étrangère du régime turc et de ses organisations affiliées servent en fin de compte les intérêts et les objectifs des impérialistes des États-Unis et de l'Europe occidentale. Et la démagogie sur la "renaissance de l'Empire ottoman" est davantage destinée à la consommation politique intérieure qu'à une véritable stratégie visant à "rendre à la Turquie sa grandeur".

4) L'islamisme politique prend différentes formes et se présente dans de nombreux cas comme une force de libération et anti-impérialiste. Cependant, le rôle qu'il joue en Turquie, en Égypte, en Arabie saoudite, au Qatar, etc. est directement réactionnaire à l'égard des masses populaires. Quelle est, selon vous, l'approche que devrait adopter la gauche révolutionnaire ?

Je pense que les représentants de l'islam politique, en raison de leur caractère de classe, ne peuvent pas être des anti-impérialistes cohérents. Les islamistes ne sont relativement progressistes que lorsqu'ils dirigent leur lutte contre l'impérialisme. Mais, comme on a pu le constater au fil des ans, ils sont tout à fait susceptibles d'être dirigés par les États impérialistes contre les peuples et les organisations qui luttent pour la libération sociale et nationale de l'oppression de l'impérialisme. Par ailleurs, les islamistes adoptent leurs positions politiques en fonction de la conjoncture internationale. Essentiellement, ils sont porteurs d'une ligne politique qui peut facilement faire l'objet d'un compromis et d'une réconciliation avec les impérialistes américains et européens et leurs laquais.

Cependant, tant que les organisations islamistes s'opposent à l'impérialisme, la gauche révolutionnaire peut les soutenir sans aller à l'encontre de ses propres principes. Le soutien à ce type d'organisation en particulier est déterminé par le fait que la principale contradiction dans notre monde est entre les impérialistes et les peuples du monde. Le fait est que les organisations islamistes ont une idéologie réactionnaire qui ne peut ni constituer une alternative au capitalisme, ni développer un gouvernement démocratique des masses populaires. Néanmoins, les organisations islamistes qui, d'une manière ou d'une autre, ont orienté leur lutte contre les impérialistes doivent être soutenues dans leurs efforts, car affaiblir l'impérialisme en tant que système et soustraire des pays et des régions à son influence a des effets plus positifs que de les laisser sous son contrôle. De plus, si les organisations islamistes qui luttent contre l'impérialisme sont abandonnées aux attaques des impérialistes, simplement parce que leur idéologie diffère des principes du marxisme-léninisme, cela signifie que l'on donne carte blanche à de nouvelles attaques, encore plus importantes, contre tous les peuples du monde.

Enfin, je voudrais souligner que lorsque nous parlons d'organisations islamistes, nous ne parlons pas d'organisations telles que l'État islamique et Al-Qaïda, ou d'autres organisations similaires créées, armées et entraînées par les impérialistes. Aucune alliance ni aucun soutien ne peuvent être apportés à ces organisations, car elles sont les ennemies des peuples.

5) Dans les médias, nous avons vu d'énormes manifestations gouvernementales en Turquie en faveur de la Palestine, alors que c'est le même gouvernement qui attaque ses propres masses populaires. La lutte du peuple palestinien et de ses organisations a démontré l'importance de la lutte anti-impérialiste. Les formes de solidarité

directe ont été multiples et ont mobilisé des milliers de personnes, y compris en Europe et aux États-Unis. Dans certains pays, des groupes de travailleurs ont directement boycotté la production et la distribution (travailleurs des ports maritimes). Dans différents pays du Moyen-Orient, il y a une réponse directe contre les forces impérialistes américaines et sionistes (Irak et Yémen). Sur quelle base et en quoi la solidarité de la gauche révolutionnaire turque avec la lutte palestinienne diffère-t-elle des déclarations d'Erdogan ?

La différence entre la solidarité de la gauche révolutionnaire et Erdogan est diamétralement opposée. Erdogan utilise la rhétorique pro-palestinienne à des fins politiques pour se présenter comme un anti-impérialiste, un promoteur de la paix et une sorte de "leader" des musulmans du monde. Mais la vérité est qu'il n'a jamais rompu ses relations économiques avec Israël. Les occupants sionistes importent de Turquie 65 % du pétrole qu'ils utilisent, y compris pour leurs besoins militaires. C'est le pétrole azéri qui est acheminé par l'oléoduc - Bakou - Tbilissi - Ceyhan, où se trouve un port doté d'un terminal par lequel il est chargé sur des navires. Là encore, 65 % de l'acier utilisé par Israël est importé de Turquie. Israël importe 95 % du ciment qu'il utilise de Turquie. En moyenne, 8 navires par jour quittent les ports turcs, chargés de divers produits et marchandises utilisés par les troupes de l'occupant sioniste.

En même temps, la gauche révolutionnaire et le mouvement de gauche en général en Turquie ont une longue histoire de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Qu'il s'agisse d'affiches et de banderoles, de graffitis, de marches et de manifestations pacifiques dans les rues et sur les places, ou d'actions armées, la gauche turque a une longue tradition de solidarité active et de soutien à la libération de la Palestine. Dès la fin des années 1960, des communistes turcs, et en particulier ceux du groupe formé par Deniz Gezmiş et ses camarades, qui ont ensuite fondé la THKO - l'Armée populaire de libération de la Turquie -, se sont rendus en Palestine où, dans les camps de l'Organisation de libération de la Palestine, ils ont suivi un entraînement militaire qu'ils ont utilisé dans leurs activités révolutionnaires après leur retour en Turquie. En 1971, Mahir Çayan et ses camarades du THKP-C, le Parti-Front de libération du peuple de Turquie, ont enlevé et assassiné le consul général d'Israël à Istanbul, exprimant ainsi leur vive protestation contre l'occupation sioniste de la Palestine. Dans les années qui ont suivi, et surtout après l'arrivée au pouvoir de la junte militaire fasciste en 1980, de nombreux communistes turcs ont trouvé refuge dans les camps de résistance en Palestine et au Liban. Certains d'entre eux sont morts en combattant les forces d'occupation sionistes.

Au cours des dix dernières années, un exemple emblématique de la solidarité de la gauche révolutionnaire turque avec la lutte du peuple palestinien a été l'initiative du "bouclier humain" organisée en 2014 par le Front populaire - Turquie. Helin Bölek, la musicienne du Grup Yorum décédée lors d'une grève de la faim contre les répressions du gouvernement en 2020, y avait participé à l'époque. Bien que les membres du Front populaire n'aient pas pu atteindre la destination finale de leur tournée au Moyen-Orient en raison du refus de l'Égypte de les laisser entrer dans le territoire palestinien, ils ont montré leur détermination à poursuivre leur solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre l'occupant sioniste.

Parallèlement à cette initiative, la gauche révolutionnaire turque a mené diverses actions de protestation au cours des dix dernières années, certaines plus importantes, d'autres moins, dirigées contre l'agression des impérialistes et des sionistes à l'encontre du peuple palestinien. L'exemple le plus récent et le plus marquant a été la manifestation devant les bureaux de la compagnie pétrolière nationale azerbaïdjanaise SOCAR à Istanbul, sous le slogan "SOCAR, arrêtez d'être complice du génocide". La gauche turque, toutes tendances confondues, à l'exception peut-être des divers libéraux de gauche, continue à soutenir fermement la lutte du peuple palestinien et à dénoncer la complicité de l'oligarchie fasciste au pouvoir dans cet acte sans précédent de génocide ouvert des impérialistes et des sionistes à l'encontre de la Palestine.

6) Les mécanismes répressifs en Turquie, les prisons spéciales, la police, etc. affectent les militants révolutionnaires et les masses populaires en lutte. Quelle est la situation actuelle des prisonniers politiques en Turquie ? Existe-t-il des formes de groupes paramilitaires organisés directement par le parti d'Erdogan pour contrôler et réprimer les forces de gauche et anti-impérialistes actives en Turquie ?

Jusqu'à il y a un ou deux ans, les prisonniers politiques en Turquie étaient principalement incarcérés dans des prisons d'isolement de **type F**. Ce type de prisons de "haute sécurité" a été introduit dans le pays en 2000, après la plus grande opération militaire de l'histoire turque depuis l'occupation du nord de Chypre en 1974. Au cours de cette opération, des prisonniers politiques, qui n'étaient armés que de leur corps et d'outils improvisés tels que des ustensiles de cuisine, ont été sauvagement assassinés et des centaines d'autres ont été soumis à diverses formes de torture. Après cette attaque massive, au cours de laquelle des centaines de communistes révolutionnaires ont été emprisonnés dans des cellules d'un ou trois hommes dans des prisons de type F, souvent éloignées de leur lieu de résidence, l'oligarchie n'a pas réussi à briser leur volonté et son vieux rêve de détruire la lutte révolutionnaire ne s'est pas réalisé.

Certes, les révolutionnaires étaient séparés les uns des autres par les murs hauts, épais et froids des prisons, mais d'une manière ou d'une autre, ils sont parvenus à communiquer entre eux et à surmonter, sinon complètement, du moins partiellement, les effets de l'isolement sur la santé mentale et physique de l'être humain. Ils ont pu poursuivre leur résistance même en étant presque totalement isolés du monde extérieur ;

leurs structures organisationnelles ont également été préservées, bien que sous d'autres formes. En bref, ils ont su adapter la lutte révolutionnaire aux nouvelles conditions de vie dans les prisons.

Bien entendu, cela n'a pas du tout plu à l'oligarchie et à ses maîtres impérialistes. Il existe de nombreux cas de révolutionnaires qui, même après plus de 10 ans dans des prisons d'isolement de type F, malgré les abus psychologiques et physiques et la torture qui sont devenus quotidiens, ont poursuivi leur lutte et ont même pris part à des actions armées contre le pouvoir fasciste après leur libération. Il était évident que l'isolement n'avait pas réussi à les briser et à en faire le type de personnes que les idéologues impérialistes et les successeurs du Dr Mengele avaient planifié.

C'est pourquoi ils ont décidé de créer de nouveaux types de prisons d'isolement dans lesquelles l'isolement est encore plus fort et ses effets encore plus importants que dans les prisons de type F. Ces nouveaux types de prisons sont :

Type S : Leur construction a débuté en 2017. Les cellules sont prévues pour 1 et 3 personnes. La principale caractéristique de ce nouveau type de prison est que les cellules sont dotées d'une surveillance vidéo 24 heures sur 24. L'existence de cette caméra, par laquelle l'espace de vie des prisonniers est surveillé et enregistré, donne le sentiment qu'ils sont constamment surveillés.

Les prisonniers affirment que la torture est fréquente et qu'aucune enquête n'est menée, sous quelque forme que ce soit, contre les auteurs de ces actes. En outre, l'interdiction d'envoyer et de recevoir des lettres continue d'être systématiquement imposée.

Selon les informations publiées par les médias d'opposition, ces prisons sont construites spécifiquement pour les personnes condamnées à la prison à vie dans le cadre d'un régime restrictif. Ceci est confirmé par les images satellites des prisons, dont les cours sont divisées en cellules extrêmement petites et étroites.

Type Y : Le temps que les détenus sont autorisés à passer dans la cour est limité à une heure et demie par jour. Les détenus sont isolés en permanence les uns des autres.

L'introduction de livres, de journaux et de magazines dans les prisons a été pratiquement arrêtée. Le droit de parler et de se rencontrer entre prisonniers, gagné après la grève de la faim de 2000 à 2007, n'est aucunement appliqué. De plus, il n'y a pas d'endroit dans la structure architecturale spécialement adapté à cet effet. Les prisonniers ne reçoivent pas de radios et celles-ci ne sont pas vendues à la cantine. Les détenus sont tenus de nettoyer le couloir où se trouvent 6 cellules individuelles.

Dans une lettre adressée à un média d'opposition au début de l'année 2023, un prisonnier politique détenu dans une prison de type Y se décrit comme "l'homme jeté au fond du puits". La cellule dans laquelle il a été emprisonné a une superficie de 12 mètres carrés et dispose d'un lit, de toilettes, d'une salle de bain et d'une cuisine. La prison se compose de 5 blocs distincts - A, B, C, D, E. Chaque bloc est divisé en 5 unités - A1, A2, A3, A4, A5. Ces unités ont 3 étages, avec 6 cellules par étage, c'est-à-dire qu'il y a 18 cellules dans chaque unité, et chaque bloc a 90 cellules au total. Dans les blocs A, B, C, D, il y a des cellules pour une seule personne et dans le bloc F, il y a des cellules pour 3 personnes.

Contrairement aux prisons de type F, les cellules n'ont pas de cour séparée. Dans les prisons de type Y, chaque unité a sa propre cour, qui est séparée des autres par de hauts murs sans fenêtre donnant sur les cellules, avec des caméras placées aux deux extrémités de la cour pour surveiller le prisonnier. La seule fenêtre donnant sur la cour permet aux gardiens d'observer les prisonniers.

Une autre "innovation" dans ces prisons est que les portes des cellules sont presque entièrement automatisées. Il y a un bouton à l'extérieur de la porte de la cellule que le gardien appuie et signale au quartier général, puis le gardien déverrouille la porte et le gardien l'ouvre simplement avec la poignée. Il y a également des téléphones que vous pouvez utiliser pour parler à la personne responsable de l'unité.

Si le détenu a un "bon comportement", il peut être autorisé à rester dans la cour pendant une heure et demie, soit une demi-heure de plus que la norme. De nouveau, s'il a un bon comportement, il peut être autorisé à utiliser la cour avec les prisonniers du même couloir que celui où se trouve sa cellule. Les critères de "bonne conduite" ne sont pas précisés dans le règlement intérieur du nouveau type de prison. C'est peut-être la seule chose qui n'est pas expressément prévue par le règlement.

Selon les avocats des prisonniers politiques détenus dans ce nouveau type de prison, ils n'ont pas été soumis à la torture jusqu'à présent, mais les conditions de détention elles-mêmes sont bien pires que celles des prisons de type F. Par exemple, ils peuvent à peine voir le ciel depuis les fenêtres de leurs cellules. Par exemple, ils peuvent à peine voir le ciel depuis les fenêtres de leurs cellules, la lumière du soleil atteint à peine l'intérieur des cellules, même au dernier étage des prisons, et dans celles situées au premier étage, il n'y en a même pas et ils sont presque plongés dans l'obscurité éternelle sans accès à la lumière naturelle du jour.

Type R : Ces prisons ont été mises en service en 2016. Ces prisons ont été présentées par les autorités comme des "centres de réhabilitation". C'est la "solution" du gouvernement au problème des prisonniers politiques qui

souffrent de maladies chroniques ou de divers handicaps physiques et mentaux. Il s'agit d'un problème très grave qui a toujours existé, mais qui s'est aggravé après l'ouverture des prisons de type F, et il y a eu de nombreux décès de prisonniers politiques souffrant de diverses maladies. Actuellement, plus de 1 600 prisonniers politiques souffrent de diverses maladies causées par la torture, les mauvaises conditions de détention et d'autres facteurs.

Depuis des années, les organisations de parents de prisonniers et les militants des droits de l'homme exigent la libération de tous les prisonniers malades. Cependant, l'oligarchie fasciste n'a pas donné suite à cette demande ; au contraire, elle a introduit ce nouveau type de prison, qui est devenu une autre forme de camp de concentration, comme s'il sortait d'un film racontant la période nazie en Europe.

Pour l'instant, il existe au total 3 prisons de type R - 1 à Istanbul / l'ancienne prison militaire Metris, ouverte peu après l'arrivée au pouvoir de la junte militaire en 1980 /, 1 prison près de la ville d'Elazığ, dans l'est de la Turquie, et 1 prison près de la ville de Menemen, dans la province d'Izmir, dans la région égéenne du pays. De ces trois prisons, la plus célèbre est celle de Menemen. Ces dernières années, on peut souvent lire dans les médias d'opposition des articles sur les conditions extrêmement mauvaises et dégradantes dans lesquelles les prisonniers sont détenus dans ce lieu. En seulement 8 mois en 2019, 14 prisonniers sont morts, ou plus exactement ont été tués dans cette prison. Ces décès sont le résultat des mauvaises conditions, du dépassement fréquent de la capacité d'accueil, de la mauvaise qualité de la nourriture, de l'absence de soins médicaux adéquats ou même de véritables soins médicaux, et de la torture utilisée contre les prisonniers.

Le problème de ces prisons et celui des prisonniers malades sont liés. Aucun des prisonniers souffrant de maladies chroniques ou de handicaps physiques et mentaux n'est libéré, même après des décisions répétées de l'Institut de médecine légale du ministère turc de la justice. Dans les rares cas où ces prisonniers sont libérés, ils sont déjà dans un état très grave ou en phase terminale de leur maladie, et une issue fatale est malheureusement inévitable. Mais cela ne dérange en rien l'oligarchie fasciste. Chaque année, des dizaines de prisonniers meurent dans ces trois prisons ou dans d'autres prisons d'isolement à travers le pays, sans avoir pu bénéficier de soins médicaux adéquats de la part de professionnels qualifiés.

Bien entendu, les prisonniers politiques résistent à ces nouvelles prisons d'isolement et à ces camps de concentration. Plusieurs grèves de la faim à leur encontre ont eu lieu depuis l'année dernière, les plus emblématiques étant celles des membres du Front populaire - Turquie, Nedim Öztürk, Hüseyin Karaoglan, et Nurettin Kaya.

Leurs grèves de la faim, qui ont duré des mois, avaient deux revendications principales : la fermeture des prisons de type S, R et Y, et le transfert des prisonniers politiques de ces prisons vers des prisons de type F. Les demandes de Nedim Öztürk et Hüseyin Karaoglan d'être transférés d'une prison de type S à une prison de type F ont été acceptées et ils ont mis fin à leur grève de la faim en septembre dernier / 138 jours après le début / et en février de cette année / 143 jours après le début / respectivement. Au moment de la rédaction de cet entretien, Nurettin Kaya poursuit sa grève de la faim depuis plus de 150 jours.

Bakıcan Işık et Sezgin Zengin ont mené une grève de la faim de 100 jours, jusqu'à fin février 2024, en solidarité avec leurs camarades et leurs demandes de fermeture des nouvelles prisons d'isolement et de fin des violations des droits des prisonniers politiques. Fin février, une grève de la faim contre les nouvelles prisons d'isolement a été annoncée par Cem Dursun et Oktay Kelebek, dont les revendications sont identiques à celles de leurs camarades. Prisonniers politiques du Front populaire,

Outre les nouveaux types de prisons d'isolement, une pratique fréquente utilisée par l'oligarchie fasciste contre les prisonniers politiques, et en particulier contre ceux du Front populaire, est ce que l'on appelle l'internement. Les prisonniers sont transférés d'une prison à une autre située à des centaines de kilomètres de leur ville natale et où il n'y a pas de camarades de leur organisation. Ainsi, leurs contacts avec leurs camarades et leurs familles sont limités au maximum.

Ces dernières années, on a également tenté d'introduire de nouveaux véhicules blindés pour transporter les prisonniers qui sont isolés au maximum. Jusqu'à présent, les véhicules transportaient 2 ou 3 prisonniers, mais les autorités tentent d'imposer le nouveau type de véhicules, qui visent à nouveau à isoler complètement les prisonniers politiques et à empêcher tout contact entre eux.

Enfin, pour conclure cette partie de l'entretien, il y avait au total 30 555 personnes condamnées pour "terrorisme" et détenues dans les prisons turques au 31 janvier 2021. Malheureusement, je n'ai pas pu trouver plus de statistiques sur les prisonniers politiques. J'espère que ce chiffre pourra donner quelques informations à vos lecteurs.

Quant aux gangs et aux diverses structures paramilitaires utilisées par le gouvernement, l'oligarchie turque a toujours utilisé divers groupes fascistes et islamistes à cette fin. L'oligarchie turque a toujours utilisé divers groupes fascistes et islamistes à cette fin. En outre, il y a eu plusieurs gangs mafieux. Pendant un certain temps au cours du nouveau siècle, ils sont restés dans l'ombre des structures répressives du pouvoir. Mais depuis 2014, les groupes fascistes et les gangs mafieux ont recommencé à être activement utilisés par les autorités contre la gauche. Les exemples les plus emblématiques ont été les attaques des nationalistes dans le quartier d'Okmeydani après la mort de Berkin Elvan en mars 2014. En octobre de la même année, des islamistes ont attaqué des manifestations de Kurdes contre le soutien d'Erdogan au soi-disant État islamique et ses attaques contre les Kurdes en Syrie et en Irak. Ces attaques ont été suivies par les attentats à la bombe de 2015 contre

des événements et des rassemblements organisés par la gauche - l'attaque de Suruc et celle sur la place devant la gare d'Ankara. Ces attentats ont été perpétrés par des islamistes sous le contrôle des structures répressives du gouvernement. Plus tard, des allégations sont apparues dans les médias d'opposition selon lesquelles des groupes d'islamistes et de nationalistes avaient été envoyés dans des régions de l'est de la Turquie où le Mouvement national kurde avait déclaré son autonomie. Les combats qui ont commencé à l'été 2015 ont duré presque jusqu'en mai 2016, avec de nombreux massacres de civils et des exécutions brutales de combattants kurdes pendant les batailles intenses. Ces crimes ont été commis à la fois par les forces répressives officielles du gouvernement et par ces gangs. La nuit même de la tentative de coup d'État en 2016 et dans les dix jours qui ont suivi, des gangs d'islamistes et de nationalistes partisans d'Erdogan, armés par la police, ont mené des attaques dans des quartiers d'Istanbul où la gauche a une forte influence. Au cours de ces attaques, des fusillades ont eu lieu entre les milices de gauche et les membres de ces gangs.

Après l'élimination des partisans de Fethullah Gulen du pouvoir, Erdogan a commencé à restructurer l'appareil répressif afin de répondre à l'un des souhaits de l'AKP, à savoir la création de ses propres groupes armés fidèles au parti.

À cette fin, une organisation paramilitaire sous le nom de Forces spéciales du peuple / Halk Özel Harekat / a été créée en 2018. Dans le même temps, il a été signalé que le gouvernement avait mis en place 7 camps pour former ses propres brigades d'assaut fascistes illégales à utiliser en cas de nouvelle vague de manifestations de masse dans le pays ou d'un autre événement de grande ampleur qui menacerait la survie du gouvernement de l'AKP. L'un de ces camps d'entraînement serait situé près d'Istanbul. En 2022, des informations sont apparues au sujet d'une autre organisation sous le nom de State Fedain of Turkey / Türkiye Devlet Fedailer /.

Une autre structure similaire est le soi-disant Mouvement national pour la survie de l'État / Milli Beka Hareketi /, qui, selon certaines sources, est lié à l'ancien ministre de l'intérieur Suleyman Soylu.

Après 2020, une organisation sous le nom de Fraternité de la jeunesse blanche / Ak Gençlik Ocakları / a également vu le jour, blanc ici ne doit pas être compris comme une race, Ak vient des 2 premières lettres de l'abréviation du parti au pouvoir.

L'organisation Ottoman Brotherhoods / Osmanli Ocakları /, qui a vu le jour en 2013 et dispose aujourd'hui d'un vaste réseau dans tout le pays, fait partie de ces "confréries".

L'une des organisations les plus intéressantes, qui disposerait également de ses propres unités paramilitaires liées au gouvernement, est SADAT, une société privée qui fournit des conseils en matière de sécurité, une formation et un entraînement militaires, ainsi que l'achat et la fourniture de munitions. Son fondateur est l'ancien général de brigade de l'armée turque Adnan Tanruverdi.

Toutes ces organisations ont en commun de considérer le président Recep Erdogan comme leur commandant suprême. La seule exception à cette règle est peut-être la société militaire privée (SMC) SADAT.

Une chose est sûre : en cas de nouvelle vague de manifestations de masse contre le gouvernement ou de tout autre événement similaire, la confrontation entre la gauche révolutionnaire et les masses populaires, d'une part, et les forces répressives officielles et les groupes fascistes semi-légaux et illégaux de l'oligarchie, d'autre part, sera bien plus importante que tout ce que nous avons vu jusqu'à présent.



Lettre de Harika Kızılkaya au parti (DHKC)

guérillera révolutionnaire, tuée au combat avec trois autres camarades de la gendarmerie turcs à Meriç, sur les rives du fleuve Evros, 31 octobre 2023



"Je ne pense pas faire quelque chose de spécial ni exiger un haut degré de dévouement."

"Je n'échangerais pas un seul moment de ma vie dans la lutte organisée contre la meilleure journée que j'ai eue dans le système capitaliste. que j'ai eue dans le système capitaliste."

À mon parti ;

Nous nous appelons la Grande Famille lorsque nous parlons de nous-mêmes. "Nous sommes une grande famille".

Pour moi, le mouvement, mon parti est cette famille. Chaque moment que j'ai passé avec mes camarades, chaque jour que j'ai passé dans la lutte organisée a été une grande bénédiction pour moi. Je suis extrêmement heureux d'avoir rencontré notre Parti-Front et d'avoir rejoint la lutte organisée.

Je n'échangerais pas un seul instant de ma vie dans la lutte organisée contre la meilleure journée que j'ai vécue dans le système capitaliste.

Pour moi, le mouvement est devenu la réponse à toutes les questions et la solution à tous les problèmes.

J'aurais pu parler de mon enfance des années auparavant. J'étais l'un des millions d'enfants pauvres qui maudissaient la vie que nous menions, nourrissant de beaux et bons rêves, mais j'étais aussi un enfant qui regardait l'avenir avec crainte, qui n'avait pas foi en demain. C'est ainsi que j'ai grandi. Mes camarades de classe qui savent à quel point je ris seront probablement surpris, mais je peux dire que j'étais une enfant malheureuse.

Ma mère, ma sœur, mon frère et moi avons notre propre monde. En grandissant, j'ai toujours senti à quel point nous étions seuls, impuissants... Je voulais protéger ma famille, je voulais sauver mes proches de la pauvreté, du désespoir.

Je savais que le système capitaliste était injuste, mais je ne connaissais pas la solution. Dans ce système, on ne fait pas confiance à l'autre. Nous ne faisons même pas confiance à nos parents les plus proches. Ni les bayrams, ni les vacances, ni les mariages ne nous rendaient heureux. La pauvreté et l'injustice étaient des concepts auxquels je réfléchissais constamment. J'avais des rêves de petite bourgeoise, comme devenir enseignante, donner à ma famille une vie relativement meilleure et aider d'autres enfants pauvres comme moi.

Au fur et à mesure que je connaissais la lutte révolutionnaire, j'ai commencé à sentir que je trouvais progressivement les réponses et les solutions à toutes mes questions. Mon cerveau était saturé par tout ce que j'apprenais. Comment le système capitaliste nous condamne au désespoir en nous laissant sans connaissance ? Comment le système nous rend malades. Le désespoir, la dépression, l'impasse, l'incapacité à trouver une solution, les inquiétudes, la méfiance... Comment le système capitaliste crée des personnes abîmées par toutes ces choses. C'est pourquoi certaines personnes cèdent au système et se retrouvent piégées dans le marais de la drogue, d'autres développent des habitudes dégénérées ou deviennent des personnalités en dépression permanente qui détestent la vie et les gens.

C'est pourquoi je déteste ce système d'exploitation. Y a-t-il quelque chose de plus dégoûtant que d'être exploité et trompé ?

C'est exactement ce que ce système nous fait subir.

Dans notre grande famille, mon esprit a été saturé par l'amour de la camaraderie. Je n'ai compris ce que signifiait rire de bon cœur, ce que signifiait aimer, que lorsque j'ai rejoint la lutte organisée. Cette confiance qui disait "un pour tous, tous pour un" m'a donné l'élan nécessaire pour participer de plus en plus activement à la lutte révolutionnaire.

Tout ce que j'ai appris, je l'ai appris dans cette famille. Pas une seconde l'idée d'un autre mode de vie ne m'a effleuré l'esprit. Bien sûr, j'ai mes défauts, mes lacunes et mes imperfections, vous les connaissez mieux que moi, ainsi que leurs causes. Mais je suis la fille de cette famille et cette famille est la miennne. C'est un tout qu'il est impensable de diviser. C'est pourquoi vous ne pensez pas, ne serait-ce qu'un instant, à vivre dans le cadre d'autre chose que la lutte révolutionnaire.

Bien sûr, j'avais des craintes.

Mais quand je regarde en arrière, depuis 2008, année où j'ai rencontré la Jeunesse révolutionnaire, jusqu'à aujourd'hui, je l'ai toujours fait : même si, pendant un moment, j'ai vu en moi une hésitation, un pas qui voulait revenir en arrière, j'ai choisi de faire un pas en avant. En jetant devant moi ce désir de revenir en arrière et en brûlant tous les chemins derrière moi, j'ai continué à avancer. Et c'est ainsi que nous en sommes arrivés à aujourd'hui.

J'aime beaucoup mon peuple. J'aime beaucoup ma patrie. La première fois que je suis tombé prisonnier de l'ennemi, c'était en 2009, lorsque j'ai scandé "Amérique, va-t'en, cette patrie est la nôtre !".

Nous deviendrons les destructeurs de l'impérialisme. Nous deviendrons les destructeurs de l'impérialisme. Sa fin sera provoquée par le pouvoir de millions d'opprimés qui cherchent une solution et de l'espoir et qui connaissent notre idéologie.

J'aime beaucoup mon mouvement, mon idéologie et ma famille. Le peuple d'Anatolie doit être très heureux car il a son parti-front. Les enfants de mon peuple devraient être très heureux parce qu'ils ont l'idéologie du Front du Parti qui leur permettra d'envisager l'avenir avec espoir.

J'aime beaucoup mon organisation pour m'avoir appris à penser scientifiquement, pour m'avoir montré la voie à suivre pour mettre fin à ce système et pour m'avoir donné le courage de m'engager dans cette voie.

Et lorsque j'utilise le mot "amour", tout mon être est rempli d'énergie.

J'aime beaucoup mes camarades. Mon plus grand rêve est de poursuivre et de renforcer la lutte entamée par tous mes compagnons martyrs et, bien sûr, de demander des comptes à l'ennemi. Şafak, Bahtiyar, Bilgehan, Hünkar, Berna, Çiğdem, Mahir, tous mes camarades de la Jeunesse révolutionnaire, mes camarades avec lesquels nous sommes entrés dans la lutte révolutionnaire...

Les premières questions curieuses que nous avons posées dans le bâtiment central de la Jeunesse révolutionnaire, nos désirs, notre excitation, les choses que nous voulions faire, nos premiers jours dans les rangs de l'organisation, tout cela est devant mes yeux. Chaque instant est présent dans mon esprit...

J'ai continué à me battre en prenant leur combat sur mes épaules, pleine de confiance que mes camarades continueraient et renforceraient ce combat même après que j'ai marché contre l'ennemi.

Je vous remercie de m'avoir confié cette honorable mission. C'est un honneur pour moi. Je mènerai ma mission à bien. Je mériterai mon peuple, mon organisation et nos martyrs.

Nous ne demanderons pas justice les mains tendues et le chapeau à la main, nous ne supplierons pas, nous n'attendons rien de ce système. Ils ne nous donneront aucune liberté, aucun droit, aucune justice... Nous les prendrons par la force, comme avant, comme aujourd'hui, en payant le prix, mais aussi en le leur faisant payer. Mais cela finira par arriver. Nous ne nous réconcilierons jamais avec l'ennemi !

Je ne pense pas que je fasse quelque chose de spécial ou que ce que je fais soit un sacrifice.

Nous voulons la justice, nous voulons l'égalité, nous voulons une Turquie pleinement indépendante. Nous voulons construire le socialisme. Nous voulons mettre fin à ce système sans scrupules et dégoûtant basé sur l'exploitation. Si c'est le cas, j'entreprendrai ce voyage pour accomplir l'une de mes tâches, la plus honorable de toutes.

Je salue tous nos camarades prisonniers politiques révolutionnaires qui luttent chaque jour dans les cellules d'isolement des prisons.

Les attaques des impérialistes et de leurs laquais, qui visent à nous faire capituler et abandonner la lutte dans leurs cellules d'isolement, se poursuivent avec les nouveaux types de prisons, S, R et Y, dans lesquelles l'isolement est intensifié. Les prisons de type F ne leur suffisaient pas, ils ne pouvaient pas nous faire capituler. Les lettres ont été changées, l'isolement s'est intensifié, mais les prisonniers politiques révolutionnaires ont continué à résister avec leur vie, avec leur volonté. Chacun d'entre eux a continué à se battre en tant que combattant du Front. Nous demanderons des comptes sur les tortures qu'ils ont subies.

Nous demanderons des comptes pour chacun de nos camarades dont les assassins n'ont pas été punis. Nous demanderons des comptes pour toutes les blessures qu'ils ont ouvertes dans leurs centres de torture secrets.

Nous deviendrons la justice du peuple et nous demanderons des comptes.

Que mes camarades me rappellent que je souris et que je chante des chansons.

